



الخزينة العامة للمملكة
TRÉSORERIE GÉNÉRALE DU ROYAUME

PRESS BOOK



Bulletin mensuel
Statistiques des Finances Publiques
à fin Mai / fin Juin / fin Juillet 2017

Octobre 2017

SOMMAIRE

Aujourd'hui le Maroc du 21 Juin 2017 (p.8)

- Les recettes ordinaires ont grimpé de 7,7% au moment où les dépenses ont reculé de 3,4% : Trésor : Le déficit revient à 7,5 MMDH à fin Mai.

La Vie Eco du 23 Juin 2017 (p.13)

- Evolution divergente des finances internes et externes.

L'Opinion du 28 Juin 2017 (p.6)

- Les Finances publiques à fin mai : Les recettes fiscales en hausse de 7,4%.
- TVA : recettes en progression de 13,8%.
- Les dépenses d'investissement en baisse de 4,3%.
- Principales natures de recettes du budget général à fin Mai 2017.
- Le déficit budgétaire se résorbe de 18,3 milliards de dirhams.

La Vie Eco du 14 Juillet 2017 (p.8)

- Finances publiques : Baisse des dépenses, sauf celles de compensation.

Aujourd'hui le Maroc du 24 Juillet 2017 (p.14)

- Finances publiques : La trésorerie déficitaire de 10,4 milliards de dirhams à fin juin.

L'Opinion du 31 Juillet 2017 (p.5)

- Déficit budgétaire au 1^{er} semestre 10,4 milliards de DH.

Libération du 1 Août 2017 (p.7)

- Déficit budgétaire de 10,4 MM DH à fin juin.

Les Inspirations-Eco du 24 Août 2017 (p.3)

- Finances publiques : Le boulet de la décompensation.

L'Economiste du 22 Août 2017 (p.8)

- Recettes fiscales : Deux fois plus vite que le PIB.

L'Opinion du 23 Août 2017 (p.5)

- Les Finances publiques à fin juillet 2017 : Le déficit du trésor se creuse de 6,8 milliards DH.
- Is : Les recettes progressent de 18,8%.
- Les dépenses du budget en hausse de 5,5%.
- La dette intérieure en hausse de 4,2%.

Les Inspirations-Eco du 28 Août 2017 (p.7)

- Finances publiques : Un déficit de 17 MMDH à fin juillet.

Finances News du 31 Août 2017 (p.11)

- Recettes Fiscales : les bons comptes du premier semestre.

Libération du 05 Septembre 2017 (p.7)

- Déficit budgétaire de 17,2 MMDH à fin juillet.

La Vie Eco du 08 Septembre 2017 (p.6)

- Le chiffre : 8,4 milliards de DH, c'est le montant des dépenses de compensation telles qu'arrêtées par la TGR à fin juillet. Il est en hausse de 112% par rapport à juillet 2016.

www.libe.ma du 07 Juillet 2017

- Déficit budgétaire de 7,5 MMDH à fin mai 2017.

www.financenews. Press.ma du 23 Août 2017

- Du mieux pour le déficit budgétaire.

Article19. ma du 29 Août 2017

- Les finances du royaume dans le rouge : 17,2 MMDH de déficit budgétaire à fin juillet 2017.

www.mapexpress. ma du 29 Août 2017

- Déficit budgétaire de 17,2 MMDH à fin juillet 2017.

الأخبار في 05 يوليو 2017 (ص.5)

- عجز الميزانية يصل إلى 7,5 ملايين درهم في تم ماي 2017.

المساء في 05 يوليو 2017 (ص.5)

- عجز الميزانية يتراجع من 25,8 إلى 7,5 ملايين درهم :ارتفاع المداخلكل العادية ب 7,7 في المائة أي إلى 89,9 مليار درهم خلال شهر ماي

النهار المغربية في 05 يوليو 2017 (ص.2)

- ديون المغرب ترتفع إلى 680 مليار درهم : العجز يخيم على حساب المعاملات و الميزانية خلال الفصل الأول من 2017.

آخر ساعة في 06 يوليو 2017 (ص.7)

- خزينة 7,5 ملايين درهم عجز في الميزانية في 5 أشهر.

الأخبار في 25 يوليو 2017 (ص.7)

- مداخلكل الخزينة تسجل ارتفاعا بازيد من 4 في المائة إلى 113 مليارا.

الأخبار في 31 يوليو 2017 (ص.8)

- مال و أعمال .

أخبار اليوم في 31 يوليو 2017 (ص.8)

- تراجع جديد في المداخلكل المحصلة من الشركات و المؤسسات العمومية : الضريبة على الدخل تضخ 250 مليار سنتيم في خزينة الدولة.

الأخبار في 1 غشت 2017 (ص.7)

- نبا : نور الدين بنسودة الخازن العام للمملكة.

المساء في 1 غشت 2017 (ص.7)

- كواليس المال و الأعمال : عجز الميزانية ينخفض إلى 10,4 مليارات درهم.

العلم في 1 غشت 2017 (ص.4)

- موارد الخزينة العامة تتراجع ب4 مليار درهم خلال النصف الأول من السنة الجارية.

الأخبار في 23 غشت 2017 (ص.7)

- عجز الخزينة يستقر عند 17 مليارا مع نهاية يوليو الماضي .

الاتحاد الاشتراكي في 23 غشت 2017 (ص.42)

- وزارة المالية : الدين الداخلي تخطي 513 مليار درهم و عجز الخزينة فاق 17 مليار درهم المداخلكل الضريبية تناهز 119 مليار درهم.

المساء في 30 غشت 2017 (ص.5)

- عجز الميزانية يتراجع إلى 2.17 مليار درهم.

أخبار اليوم في 30 غشت 2017 (ص.11)

- ارتفاع مداخلكل الضرائب يخفف عجز الميزانية.

الاتحاد الاشتراكي في 31 غشت 2017 (ص.4)

- ارتفاع مداخلكل الضريبة على الشركات بازيد من 18 في المائة:تراجع عجزا لميزانتي إلى 17,2 مليار درهم.

www.andaluspress. com du 24 Août 2017

- أكثر من 111 مليار درهم عجز الميزان التجاري خلال سبعة أشهر.

ARTICLES

Les recettes ordinaires ont grimpé de 7,7% au moment où les dépenses ont reculé de 3,4%

Trésor : Le déficit revient à 7,5 MMDH à fin mai

Kawtar Tali

kali@aujourd'hui.ma

Le déficit budgétaire s'est nettement résorbé au cinquième mois de l'année. Le besoin du Trésor s'est établi à 7,5 milliards de dirhams contre 25,8 milliards de dirhams au même mois de l'année passée. L'écart s'est réduit du fait d'un solde positif de 14,1 milliards de dirhams dégagé par les comptes spéciaux du Trésor et les services de l'Etat gérés de manière autonome contre un solde positif de 6,5 milliards de dirhams une année auparavant. C'est ce qui ressort en gros des statistiques des finances publiques établies par la Trésorerie générale du Royaume au titre du mois de mai. Le cinquième mois de l'année a été marqué par une croissance continue des recettes ordinaires. Elles ont augmenté de 7,7% pour avoisiner les 90 milliards de dirhams contre 83,5 milliards de dirhams générés au même mois de l'année précédente. Cette évolution est tirée par la hausse des recettes des impôts directs et indirects. Elles ont grimpé respectivement de 10,7 et 6,2% à fin mai.

Les droits d'enregistrement et de timbre se sont également accrues affichant une hausse de 5,6%. Les recettes non fiscales ont pour leur part grimpé de 12,5% au moment où les droits de douane ont

reculé de 8,6%. Se référant aux statistiques publiques de la Trésorerie générale du Royaume, les recettes fiscales se sont élevées à 84,1 milliards de dirhams, en amélioration de 7,4%. De ce montant, les recettes douanières constituent 24,6 milliards de dirhams. Elles se sont consolidées de 655 millions de dirhams par rapport à la même période de l'année précédente. La fiscalité domestique a totalisé des recettes de 55 milliards de dirhams, en progression de 10,4%. Les recettes non fiscales se sont chiffrées à 5,8 milliards de dirhams en amélioration de 12,5%. Cette évolution résulte entre autres de l'augmentation des recettes de monopoles. Ces dernières se sont affermies de 950 millions de dirhams atteignant ainsi les 3 milliards de dirhams à fin mai. OCP a versé dans ce sens 1,3 milliard de dirhams. Les recettes de l'Agence

Les recettes fiscales se sont élevées à 84,1 milliards de dirhams, en amélioration de 7,4%. De ce montant, les recettes douanières constituent 24,6 milliards DH,



nationale de la conservation foncière se sont établies à 700 millions de dirhams au moment où les recettes de Bank Al-Maghrib se situent autour de 306 millions de dirhams. Les recettes de l'ONDA et de l'Office des changes sont respectivement de 275 et 160 MDH.

En revanche, les dépenses ordinaires ont fléchi de 3,4% durant le mois de mai. Les engagements ont atteint dans ce sens les 205 milliards de dirhams, soit un taux global d'engagement de 44% contre 49% une année auparavant. Le taux d'émission sur engagements s'articule, quant à lui, autour de 75%. La Trésorerie générale du Royaume relève au cinquième mois de

l'année des dépenses émises de l'ordre de 130,2 milliards de dirhams, en baisse de 4,8%. Ce repli s'explique par la baisse de 2,6% des dépenses de fonctionnement, de 4,3% des dépenses d'investissement et de 10,3% des charges de la dette budgétisée.

La baisse a également été observée au niveau des dépenses d'investissement. Elles se sont établies à 25,7 milliards de dirhams à fin mai 2017 alors qu'elles se situaient autour de 26,9 milliards DH l'année précédente. La baisse relevée est de 4,3%. Ceci s'explique par la diminution des dépenses des ministères de 7,1% et des charges communes de 0,8%. L'évolution de la structure des

dépenses du budget général entre fin mai 2016 et fin mai 2017 fait ressortir une hausse de la part des dépenses de personnel. Elles sont passées de 38,4% en 2016 à 39% en 2017. Il en est de même pour les émissions de la compensation qui représentent 4,5% de la structure des dépenses émises au titre du budget général contre 3,4% l'année précédente. Les dépenses de matériel ont vu leur part SE rétrécir passant de 23,6 à 22,7%. Les parts d'investissement ont légèrement diminué pour atteindre les 23% contre 23,2% au même mois de l'année précédente. La part des intérêts de la dette a basculé de 11,3% en 2016 à 10,7% à fin mai 2017.

LA SITUATION EST MITIGÉE À FIN MAI

Evolution divergente des finances internes et externes

■ Bonne orientation du Budget, avec une hausse des recettes fiscales de 7,4% et une baisse de l'ensemble des postes de dépenses, à l'exception des charges de compensation ■ Le déficit commercial en revanche s'est creusé, et les réserves nettes internationales sont en recul.

Les finances publiques de l'Etat, sur les cinq premiers mois de 2017, évoluent très favorablement. Les recettes ordinaires ont en effet augmenté de 7,7%, à 90 milliards de DH, tandis que les dépenses

103,3 milliards de DH. Elles ont été tirées essentiellement par un accroissement de 6,7% des ventes du secteur "agriculture et agro-alimentaire", de 7,9% des expéditions des phosphates et dérivés et de 1,5% de l'automobile.

En matière de flux financiers, les transferts des MRE autant que les recettes de voyages ont stagné respectivement à 24,3 et 22,8 milliards de DH. Les IDE, eux, ont augmenté de 4,2% à 15,2 milliards de DH. Cette évolution

a fait que les réserves nettes internationales sont retombées à 229,3 milliards de DH, couvrant 5 mois et 24 jours d'importations de biens et services, selon les indications de Bank Al-Maghrib ■

S.A.



ordinaires, elles, ont baissé de 3,4%, à 85,8 milliards de DH. Il en résulte que le solde ordinaire est excédentaire de 4,15 milliards de DH. Avec des investissements en baisse de 4,3%, à 25,7 milliards de DH, le solde global du Budget est ainsi déficitaire de 7,46 milliards de DH, un niveau 3,5 fois inférieur à celui accusé à la même période de 2016. Ce sont là les chiffres publiés par la Trésorerie du Royaume (TGR), et même si l'on sait que ceux-ci subiront par la suite un retraitement par d'autres directions du ministère des finances, la configuration globale, celle d'un Budget favorablement orienté, restera la même.

Ce qui explique cette évolution ? D'une part, une hausse importante des recettes fiscales (+7,4%), et principalement de l'IS (+17,9%), de la TVA (+9%), de l'IR (+3,9%), des droits d'enregistrement et de timbre (+5,6%) ; et, d'autre part, une baisse des dépenses qui touche l'ensemble des postes, à l'exception des charges de compensation qui ont augmenté de 27,7% à un peu plus de 5 milliards de DH.

Les recettes de voyages et les transferts des MRE stagnent

Sur le front des finances extérieures, la situation est en revanche moins brillante. Selon les premières données de l'Office des changes, le déficit commercial à fin mai s'est creusé de 9,1 milliards de DH à -78,45 milliards de DH, ramenant le taux de couverture à 56,8% au lieu de 58,6% à la même période de 2016. Cette situation est due à une hausse des importations de 8,6%, à 181,76 milliards de DH, tirée principalement par un renchérissement de 42,7% de la facture énergétique à 28,3 milliards de DH et de celle des biens d'équipements de 8,1% à 50,6 milliards de DH. Les exportations, elles, ont progressé de 5,3%, à

Les finances publiques à fin mai

Les recettes fiscales en hausse de 7,4%

Les cinq premiers mois de l'année budgétaire 2017 auraient été exceptionnels en l'absence de loi de finances votée au titre de cette année, cas dans lequel la constitution prévoit la mise en œuvre de décrets portant ouverture des crédits nécessaires à la marche des services publics et à l'exercice de leur mission, ainsi qu'à la perception de certaines recettes pour cette année.

Cette période a été marquée par une augmentation des recettes ordinaires de 7,7%, l'IS ayant progressé de +17,9%, IR de +3,9%) et la TVA à l'intérieur de +13,8%).

Les recettes de la TVA à l'intérieur ont augmenté de 13,8% ou +1,1 MMDH, sachant qu'à fin mai 2016 la TVA à l'intérieur avait enregistré une baisse de 9,1% par rapport à son niveau à fin mai 2015 ou -788 MDH (7,9 MMDH contre 8,7 MMDH). Les recettes de la TVA à l'intérieur tiennent compte de remboursements pour un

montant de 2.522 MDH à fin mai 2017 contre 3.248 MDH à fin mai 2016.

A fin mai 2017, les dépenses ordinaires émises sont en diminution de 3,4%, en raison de la baisse de 8,4% des charges en intérêts de la dette et de 4,2% des dépenses de biens et services, due à la diminution de 2,2% des dépenses de personnel et de 7,5% des autres dépenses de biens et services, conjuguée à la hausse de 27,2% des émissions de la compensation ;

Le déficit du Trésor s'est résorbé de 18,3 MMDH, passant de 25,8 à fin mai 2016 à 7,5 MMDH à la fin de la même période de 2017.

Les recettes ordinaires se sont établies à 89,9 MMDH contre 83,5 MMDH à fin mai 2016, en augmentation de 7,7%.

Ceci s'explique par la hausse des impôts directs de 10,7%, des impôts indirects de 6,2%, des droits d'enregistrement et de timbre de 5,6% et des recettes non fiscales de 12,5%, conjuguée à la baisse des droits de douane de 8,6%.

Les recettes fiscales ont été de 84,1 MMDH contre 78,4 MMDH à fin mai

2016, en hausse de 7,4%.

L'évolution des recettes fiscales résulte de l'augmentation des recettes douanières de 2,7% et de la fiscalité domestique de 10,4%.

Les recettes douanières (droits de douane, TVA à l'importation et TIC sur les produits énergétiques) ont été de 24,6 MMDH à fin mai 2017 contre 24 MMDH un an auparavant, en hausse de 2,7% ou +655 MDH par rapport à leur niveau à fin mai 2016.

Les recettes des droits de douane réalisées à fin mai 2017 ont atteint 3,6 MMDH contre 4 MMDH un an auparavant, soit une diminution de 8,6% ou -342 MDH.

Les recettes provenant de la TVA à l'importation se sont établies à 14,8 MMDH à fin mai 2017 contre 13,9 MMDH à fin mai 2016, enregistrant ainsi une hausse de 6,3% ou +872 MDH.

La TVA sur les produits énergétiques a enregistré une hausse de 27,1% ou +516 MDH et celle sur les autres produits une augmentation de 3% ou +356 MDH.

La TIC sur les produits éner-

gétiques a atteint 6.181 MDH contre 6.056 MDH, en hausse de 2,1% par rapport à son niveau de fin mai 2016 ou +125 MDH.

Les recettes réalisées au titre de la fiscalité domestique se sont établies à 55 MMDH à fin mai 2017 contre 49,9 MMDH à fin mai 2016, soit une augmentation de 10,4% ou +5,2 MMDH.

Les recettes de l'impôt sur les sociétés ont été de 19,6 MMDH à fin mai 2017 contre 16,6 MMDH un an auparavant, en augmentation de 17,9% ou +2,9 MMDH.

Les recettes de l'IR à fin mai 2017 ont enregistré une augmentation de 3,9% par rapport à leur niveau à fin mai 2016 (17,6 MMDH contre 16,9 MMDH), soit +659 MDH.

Les recettes de l'IR sur profits immobiliers ont connu une hausse de 1,5% ou +26 MDH par rapport à leur niveau de 2016 (1.756 MDH contre 1.730 MDH).

Les recettes de l'IR prélevé par la Direction des Dépenses de Personnel (DDP) relevant de la Trésorerie Générale du Royaume, ont enregistré une diminution de 8,8%.

TVA : recettes en progression de 13,8%

Les recettes générées par la TVA à l'intérieur à fin mai 2017 se sont établies à 9 MMDH contre 7,9 MMDH un an auparavant, soit une hausse de 13,8% ou +1,1 MMDH, sachant qu'à fin mai 2016 la TVA à l'intérieur avait enregistré une baisse de 9,1% par rapport à son niveau à fin mai 2015 ou -788 MDH (7,9 MMDH contre 8,7 MMDH).

Les recettes de la TVA à l'intérieur tiennent compte de remboursements pour un montant de 2.522 MDH à fin mai 2017 contre 3.248 MDH à fin mai 2016.

Les recettes provenant des droits d'enregistrement et du timbre ont été de 8,1 MMDH à fin mai 2017 contre 7,7 MMDH un an auparavant, soit une hausse de 5,6% ou +425 MDH, en raison notamment de l'augmentation des recettes de la TSAVA (+110 MDH).

Les autres impôts directs ont enregistré une augmentation de 5,1% résultant principalement de la hausse de 3,7% des majorations de retard ou +24 MDH.

Les recettes non fiscales se sont ét-

ablies à 5,8 MMDH contre 5,2 MMDH un an auparavant, en hausse de 12,5%

ou +646 MDH, en raison notamment de l'augmentation des recettes de monopoles (3 MMDH contre 950 MDH), conjuguée à la diminution de 82,3% des recettes en atténuation de la dette (301 MDH contre 1,7 MMDH). Les versements par les comptes spéciaux du Trésor au budget général ont été de 920 MDH contre 1 MMDH.

Les recettes des monopoles et participations ont atteint 3 MMDH à fin mai 2017 contre 950 MDH à fin mai 2016, soit +2,1 MMDH.

Les recettes à fin mai 2017 ont été versées principalement par l'OCP (1,3 MMDH), l'agence nationale de la conservation foncière (700 MDH contre 500 MDH), Bank Al-Maghrib (306 MDH contre 204 MDH), l'ONDA (275 MDH) et l'Office des changes (160 MDH contre 100 MDH).

Les autres recettes non fiscales ont enregistré une diminution de 34,9% qui s'explique pour l'essentiel par la baisse de 82,3% des recettes en atténuation de la dette (301 MDH contre 1,7 MMDH).

A fin mai 2017, les dix principales natures de recettes ci-après représen-

tent 96,6% du total des recettes ordinaires. Avec des recettes de 23,8 MMDH, la TVA constitue la première source des recettes du budget de l'Etat.

A fin mai 2017, le taux de couverture des dépenses ordinaires par les recettes ordinaires a été de 104,8% contre 94% un an auparavant. Ainsi, à fin mai 2017, 48,3% de ces recettes ont été consacrées aux dépenses de personnel, 28,1% aux dépenses de matériel, 13,3% aux intérêts de la dette et 5,6% aux émissions de la compensation.

Ainsi, une partie des dépenses émises au titre du budget de l'Etat a été financée principalement par le recours à l'emprunt.

Sur la base des émissions (ordonnances ou mandats visés), l'exécution des dépenses de l'Etat se présente comme suit :

Les dépenses en diminution de 4,8%

A fin mai 2017, les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 205,5 MMDH, représentant un taux global d'engagement de 44%

contre 49% à fin mai 2016. Le taux d'émission sur engagements a été de 75%, soit le même taux qu'à fin mai 2016.

Les dépenses émises au titre du budget général ont été de 130,2 MMDH à fin mai 2017, en diminution de 4,8% par rapport à leur niveau à fin mai 2016, en raison de la baisse de 2,6% des dépenses de fonctionnement, de 4,3% des dépenses d'investissement et de 10,3% des charges de la dette budgétisée. La diminution des charges de la dette budgétisée s'explique par la baisse de 11,4% des remboursements du principal (18,8 MMDH contre 21,2 MMDH) et de 8,4% des intérêts de la dette (12 MMDH contre 13,1 MMDH).

Les dépenses de fonctionnement émises se sont établies à 73,8 MMDH, dont 43,5 MMDH ont concerné les traitements et salaires qui enregistrent une baisse de 2,2%.

Les dépenses de matériel ont diminué de 10,2% (16,8 MMDH contre 18,7 MMDH) et les charges communes ont augmenté de 7,4% (13,6 MMDH contre 12,7 MMDH) en raison de la hausse de 27,2% des émissions de la compensation (5 MMDH contre 4 MMDH).

Les dépenses d'investissement en baisse de 4,3%

Les salaires servis par la TGR à fin mai 2016 se sont établis à 43,5 MMDH contre 44,4 MMDH, en diminution de 2,2% par rapport à leur niveau de fin mai 2016 ou -975 MDH. Les salaires servis par la DDP ont été de 37,7 MMDH, en baisse de 1,1%, en raison de l'augmentation de la masse salariale structurelle de 0,9% et de la baisse des rappels de 47,1%.

Les émissions au titre des autres biens et services ont été de 25,3 MMDH, en diminution de 7,5% ou -2 MMDH.

Ces dépenses tiennent compte des transferts au profit de la Caisse Marocaine des Retraites (5,3 MMDH contre 4,9 MMDH), aux divers établissements et entreprises publics (8,3 MMDH contre 9,6 MMDH) et aux comptes spéciaux du Trésor (1 MMDH contre 2,1 MMDH).

Les charges en intérêts de la dette ont été de 12 MMDH à fin mai 2017 contre 13,1 MMDH à fin mai 2016, en diminution de 8,4% ou -1,1 MMDH. Cette baisse s'explique par le recul des charges en intérêts de la dette intérieure de 8,8% (11,4 MMDH contre 12,5



MMDH) et par la hausse de celles de la dette extérieure de 1,3% (557 MDH contre 550 MDH).

A fin mai 2017, les émissions de dépenses au titre de la compensation ont été de 5.045 MDH contre des émissions de 3.965 MDH à fin mai 2016, en hausse de 27,2% ou +1,1 MMDH.

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, le solde ordinaire enregistré à fin mai 2017 a été positif pour 4,1 MMDH contre un solde ordinaire négatif de 5,3 MMDH un an auparavant.

Les dépenses d'investissement

émises au titre du budget général se sont établies à 25,7 MMDH à fin mai 2017 contre 26,9 MMDH un an auparavant, en baisse de 4,3%, suite à la diminution des dépenses des ministères de 7,1% et des charges communes de 0,8%.

Les dépenses d'investissement tiennent compte du versement aux comptes spéciaux du Trésor d'un montant de 10.618 MDH contre 10.553 MDH à fin mai 2016.

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin mai 2016 et fin mai 2017 fait ressortir une hausse de la part des dépenses de

personnel et des émissions de la compensation, conjuguée à la baisse de la part des dépenses de matériel, d'investissement et des intérêts de la dette.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor ont atteint 36,4 MMDH. Ces recettes tiennent compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 10,6 MMDH et de la rentrée de 1,1 MMDH au titre des dons des pays du Golfe.

Les dépenses émises ont été de 22,9 MMDH et concernent les comptes d'affectation spéciale (CAS) pour 17,6 MMDH.

Le solde de l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élève à 13,5 MMDH.

A fin mai 2017, les recettes des services de l'Etat gérés de manière autonome ont été de 1 MMDH contre 1,2 MMDH à fin mai 2016, en baisse de 16,3%.

Les dépenses émises ont été de 446 MDH contre 366 MDH à fin mai 2016, en hausse de 21,9%.

A fin mai 2017, les recettes ordinaires ont été réalisées à hauteur de 41,8% des prévisions, les dépenses ordinaires ont été exécutées pour 40,9% et les dépenses d'investissement ont été émises pour 40,4%.

Principales natures de recettes du budget général à fin Mai 2017

	Nature	Recettes ordinaires en millions DH	Evol en %	Structure
1	Taxe sur la valeur ajoutée	22 245	▲ 9,0%	26,4%
2	- à l'importation	24 793	▲ 6,3%	16,4%
	- à l'intérieur	8 993	▲ 13,8%	10,0%
	Impôt sur les sociétés	19 987	▲ 17,9%	21,8%
3	Impôt sur le revenu	17 999	▲ 3,9%	19,6%
4	Droits d'enregistrement	8 077	▲ 5,6%	9,0%
5	TIC prod. énergétiques	8 181	▲ 2,1%	6,9%
6	TIC tabacs manufacturés	3 833	▼ 3,0%	4,3%
7	Droits de douane	3 682	▼ 8,6%	4,0%
8	Monopoles	3 015	▲ 217,4%	3,4%
9	Majorations de retard	681	▲ 3,7%	0,8%
10	Redevance gazoduc	289	▲ 20,2%	0,6%

DEPENSES EMISES AU TITRE DU BUDGET GENERAL

	2016	Prévis. 2017	2017	Réalisé	Variation
Fonctionnement	75 756	182 475	73 818	40%	-2,6%
Investissement	26 851	63 572	25 688	40%	-4,3%
Dette	34 244	73 356	30 733	42%	-10,3%
TOTAL	136 851	319 403	130 239	41%	-4,8%

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL

	2016	Prévis. 2017	2017	Réalisé	Variation
Personnel	44 442	106 701	43 467	41%	-2,2%
Matériel	18 664	35 684	16 767	47%	-10,2%
Charges communes	12 650	36 790	13 584	37%	7,4%
dont compensation	3 965	14 650	5 045	34%	27,2%
Dépenses imprévues		3 300			
TOTAL	75 756	182 475	73 818	40%	-2,6%

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL

	2016	Prévis. 2017	2017	Réalisé	Var%
Investissement total :	26 851	63 572	25 688	40%	-4,3%
1- Ministères	15 179	43 396	14 107	33%	-7,1%
2- Charges communes :	11 672	20 176	11 581	57%	-0,8%
- Concours divers	10 553	15 068	10 618	70%	0,6%
- Ristournes d'intérêts	20	220	14	6%	-30,0%
- Autres	1 099	4 888	949	19%	-13,6%

Le déficit budgétaire se résorbe de 18,3 milliards de dirhams

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 7,5 MMDH à fin mai 2017, contre un déficit budgétaire de 25,8 MMDH un an auparavant.

Le montant des ordres de paiement en cours de visa et de règlement a été de 645 MDH à fin mai 2017 contre 8,2 MMDH à fin décembre 2016, soit une diminution de 7,5 MMDH.

Compte tenu d'un besoin de financement de 15 MMDH contre un besoin de financement de 26,4 MMDH à fin mai 2016 et d'un flux net négatif de 2,5 MMDH du financement extérieur contre un flux net positif de 2,9 MMDH un an auparavant, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 17,5 MMDH contre 23,5 MMDH à fin mai 2016.

A fin mai 2017, le financement extérieur a été négatif de 2,5 MMDH en raison du remboursement du principal de la dette extérieure pour 3,4 MMDH contre des tirages de 952 MDH dont 597 MDH auprès de la BAD et 248 MDH auprès de la BIRD.

Le financement intérieur résulte notamment :

- du recours au marché des adjudications pour un montant net de 12,5 MMDH contre 2,5 MMDH un an auparavant;
- de la hausse des dépôts au Trésor de 4 MMDH contre 6 MMDH à fin mai 2016 ;
- et de la ponction sur les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib pour 29 MDH contre une reconstitution de 413 MDH à fin mai 2016.

Les dépôts au Trésor ont atteint 61,6 MMDH à fin mai 2017, en augmentation de 4 MMDH par rapport à leur niveau de fin décembre 2016.

Les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib ont été de 2.754 MDH à fin mai 2017 contre 2.783 MDH

en début d'exercice, compte tenu de placements pour 5,3 MMDH effectués en mai 2017 et dont le remboursement n'intervient qu'en juin.

L'encours de la dette intérieure en hausse de 2,7%

S'élevant à 505,6 MMDH, l'encours de la dette intérieure est en hausse de 2,7% par rapport à son niveau à fin décembre 2015. Ceci s'explique par le recours du Trésor au marché des adjudications pour un montant net de 12,5 MMDH, résultant de souscriptions pour 56,1 MMDH et de remboursements pour 43,6 MMDH contre un recours pour un montant net de 2,5 MMDH un an auparavant, résultant de souscriptions pour 51,8 MMDH et de remboursements pour 49,3 MMDH.

A fin mai 2017 et dans le cadre de la gestion active de la dette intérieure, le Trésor a procédé à des opérations d'échange de bons, en vue de réajuster le profil de la dette.

Ces opérations ont porté sur un montant global de 11,2 MMDH.

FINANCES PUBLIQUES

Baisse des dépenses, sauf celles de compensation

Les finances publiques ont évolué très favorablement sur les cinq premiers mois de 2017. Les chiffres déjà publiés par la Trésorerie générale du Royaume (TGR) mais retraités par la Direction du



Trésor et des finances extérieures (DTFE) montrent en effet que les recettes ordinaires, y compris la part de la TVA des collectivités locales (qui n'apparaît pas dans les statistiques de la TGR), ont progressé de 7,1%, à 101,1 milliards de DH par rapport à la même période de 2016. La composante fiscale des recettes ordinaires a augmenté de 7,5%, alors que celle non

fiscale a au contraire baissé de 3,7%.

Inversement, les dépenses globales ont régressé de 1,7%, à 122,5 milliards de DH, sous l'effet, d'un côté, d'une baisse des dépenses de fonctionnement de 3,7% (-2,2% pour les salaires et -6,2% pour les autres biens services), des dépenses d'investissement de 6,6% et des charges en intérêts de la dette de 8,6%, et, de l'autre

côté, d'une hausse des dépenses de compensation de 54%, à 7,1 milliards de DH. En tenant compte du solde des comptes spéciaux du Trésor, positif de 11,4 milliards de DH, le déficit budgétaire s'établit à 10

milliards de DH, en allègement de 62,2% par rapport

à son niveau de mai 2016. Le solde ordinaire, lui, est positif de 3,85 milliards de DH, contre un déficit de 3,3 milliards à la même période 2016. Mieux, le solde primaire, indicateur important pour le suivi de la dette, est positif de 2,16 milliards de DH, alors qu'il était négatif de 13,14 milliards de DH un an auparavant ■ S.A.

Finances publiques

La trésorerie déficitaire de 10,4 milliards de dirhams à fin juin

Kawtar Tali

ksalga@jourchama

Le déficit budgétaire se résorbe au premier semestre de l'année. La Trésorerie générale du Royaume évoque dans son dernier bulletin des statistiques publiques un écart de 10,4 milliards de dirhams à fin juin contre un déficit de 23,4 milliards de dirhams à la même période de l'année passée. La situation des charges et ressources fait ressortir au sixième mois de l'année une hausse des recettes ordinaires. Ces dernières se sont établies à 113,1 milliards, en hausse de 4,8%. Cette progression résulte essentiellement de la hausse des recettes douanières. Totalisant une valeur de 29,7 milliards de dirhams, les recettes douanières ont affiché une amélioration de 1,8%, soit un additionnel de 520 millions de dirhams par rapport à leur niveau à fin juin 2016.

Les droits de douane représentent de cette somme une valeur de 4,3 milliards de dirhams, en repli de 10,3%. La Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation représente 17,8 milliards de dirhams des recettes douanières (+4,6%)

au moment où la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques s'est élevée à 7,7 milliards de dirhams, en progression de 3,1%.

De même, la fiscalité domestique s'est nettement améliorée à fin juin. Elle a grimpé de 12,2% pour atteindre les 70,1 milliards de dirhams contre 62,5 milliards de dirhams une année auparavant.

Dans ce sens, l'impôt sur les sociétés a atteint les 28,9 milliards de dirhams, en hausse de 21,6%, soit un additionnel de 5,1%. L'impôt sur le revenu a connu une progression de 3,2% par rapport à son niveau l'année dernière atteignant, à fin juin 2017, 20,5 milliards de dirhams. En revanche, les recettes non fiscales se sont fortement retractsées à fin juin. Elles se sont établies à 8,2 milliards de dirhams, en baisse de 25,9%.

Ce repli, comme expliqué par la Trésorerie générale du Royaume, résulte de la diminution de 80,6% des recettes en atténuation de dépenses de la dette ainsi que de la baisse de 7,6% des recettes de monopoles. Ces baisses ont été conjuguées à la hausse de 20,8% de

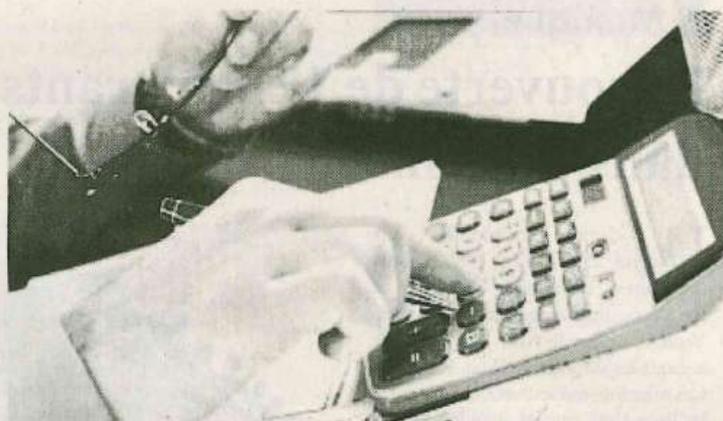


la redevance gazoduc. Par ailleurs, les dépenses ordinaires émises ont légèrement grimpé. «L'évolution observée dans ce sens est de 0,5% en raison de l'augmentation de 107,5% des émissions de la compensation, conjuguée à la diminution de 6,4% des charges en intérêts de la dette et de 3,2% des dépenses de biens et services, due à la diminution de 0,4% des dépenses de personnel et de 7,8% des

Totalisant une valeur de 29,7 milliards DH, les recettes douanières ont affiché une amélioration de 1,8%, soit un additionnel de 520 millions DH par rapport à leur niveau à fin juin 2016.

autres dépenses de biens et services», peut-on relever du bulletin de la Trésorerie générale du Royaume. En ce qui concerne les dépenses d'investissements, elles ont régressé de 3,7%, passant de 30,4 milliards de dirhams à fin juin 2016 à 29,3 milliards de dirhams à fin juin 2017. Une baisse qui résulte de la diminution de 6,5% des dépenses des ministères et de la hausse de 0,6% des charges communes.

Déficit budgétaire au 1er semestre 10,4 milliards de DH



La situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 10,4 milliards de dirhams (MMDH) au titre des six premiers mois de 2017, contre 23,4 MMDH un an auparavant, selon la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), relevant du ministère de l'Économie et des finances.

Cette évolution est attribuable à une hausse de 4,8% à 113,1 MMDH des recettes ordinaires à fin juin 2017 et à une augmentation de 1,6% à 159,3 MMDH des dépenses émises au titre du budget général, explique la TGR qui vient de publier son bulletin mensuel de statistiques des finances publiques (BSFP) de juin 2017.

En effet, l'accroissement des recettes ordinaires est dû à la hausse des impôts directs de 12,8%, des impôts indirects de 6,2%, des droits d'enregistrement et de timbre de 4,3%, conjuguée à la baisse des droits de douane de 10,3% et des recettes non fiscales de 25,9%, précise le bulletin.

Quant aux dépenses émises au titre du budget général, leur augmentation s'explique par la hausse de 1,8% des dépenses de fonctionnement, de 5,2% des charges de la dette budgétisée, ainsi que par la baisse de 3,7% des dépenses d'investissement, relève la TGR.

La progression des charges de la dette budgétisée, poursuit la même source, est imputable essentiellement à la hausse de 14,4% des remboursements

du principal (24,3 MMDH contre 21,3 MMDH) et à la baisse de 6,4% des intérêts de la dette (15,7 MMDH contre 16,8 MMDH).

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin juin 2016 et fin juin 2017 fait ainsi ressortir une hausse de 6,1% de la part des émissions de la compensation, une stagnation à 39% de la part des dépenses de personnel et des baisses respectives à 21,7%, 21,5% et 11,7% des parts des dépenses d'investissement, du matériel et des intérêts de la dette. Les recettes des comptes spéciaux du Trésor (CST) ont atteint 41 MMDH, tenant en compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 10,8 MMDH et de la rentrée de 1,1 MMDH au titre des dons des pays du Golfe.

Concernant les dépenses des CST, elles ont été de 30 MMDH, dont un montant de 22,4 MMDH concerne les comptes d'affectation spéciale (CAS), relève la TGR, précisant que le solde de l'ensemble des CST s'élève à 10,9 MMDH.

Pour leur part, les recettes des services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA) ont reculé de 17,6% pour s'établir à 1,2 MMDH contre 1,4 MMDH à fin juin 2016, fait savoir le bulletin, notant qu'au titre des six premiers mois de 2017, les dépenses émises ont été de 646 millions de dirhams (MDH) contre 560 MDH une année auparavant, soit une progression de 15,4%.

Déficit budgétaire de 10,4 MMDH à fin juin

La situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 10,4 milliards de dirhams (MMDH) au titre des six premiers mois de 2017, contre 23,4 MMDH un an auparavant, selon la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), relevant du ministère de l'Économie et des Finances.

Cette évolution est attribuable à une hausse de 4,8% à 113,1 MMDH des recettes ordinaires à fin juin 2017 et à une augmentation de 1,6% à 159,3 MMDH des dépenses émises au titre du budget général, explique la TGR qui a publié récemment son bulletin mensuel de statistiques des finances publiques (BSFP) de juin 2017.

En effet, l'accroissement des recettes or-

dinaires est dû à la hausse des impôts directs de 12,8%, des impôts indirects de 6,2%, des droits d'enregistrement et de timbre de 4,3%, conjuguée à la baisse des droits de douane de 10,3% et des recettes non fiscales de 25,9%, précise le bulletin.

Quant aux dépenses émises au titre du budget général, leur augmentation s'explique par la hausse de 1,8% des dépenses de fonctionnement, de 5,2% des charges de la dette budgétisée, ainsi que par la baisse de 3,7% des dépenses d'investissement, relève la TGR.

La progression des charges de la dette budgétisée, poursuit la même source, est imputable essentiellement à la hausse de 14,4% des remboursements du principal (24,3

MMDH contre 21,3 MMDH) et à la baisse de 6,4% des intérêts de la dette (15,7 MMDH contre 16,8 MMDH), rapporte la MAP.

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin juin 2016 et fin juin 2017 fait ainsi ressortir une hausse de 6,1% de la part des émissions de la compensation, une stagnation à 39% de la part des dépenses de personnel et des baisses respectives à 21,7%, 21,5% et 11,7% des parts des dépenses d'investissement, du matériel et des intérêts de la dette. Les recettes des comptes spéciaux du Trésor (CST) ont atteint 41 MMDH, tenant en compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 10,8 MMDH et de la rentrée de 1,1

MMDH au titre des dons des pays du Golfe.

Concernant les dépenses des CST, elles ont été de 30 MMDH, dont un montant de 22,4 MMDH concerne les comptes d'affectation spéciale (CAS), relève la TGR, précisant que le solde de l'ensemble des CST s'élève à 10,9 MMDH.

Pour leur part, les recettes des services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA) ont reculé de 17,6% pour s'établir à 1,2 MMDH contre 1,4 MMDH à fin juin 2016, fait savoir le bulletin, notant qu'au titre des six premiers mois de 2017, les dépenses émises ont été de 646 millions de dirhams (MDH) contre 560 MDH une année auparavant, soit une progression de 15,4%.

Finances publiques

Le boulet de la décompensation

● L'impôt sur les sociétés a été propulsé de 21,6%, une augmentation de 5,1 MMDH pour se situer à 28,9 MMDH. Par contre, les dépenses de compensation ont explosé de 50% sous l'effet de la hausse des cours du gaz butane durant le premier semestre.

C'est un premier semestre qui s'inscrit sous le signe de l'embellie pour les finances publiques. Selon le ministère des Finances, le déficit budgétaire est passé de 24,9 MMDH à fin juin 2016 à 10,9 MMDH, fin juin 2017. C'est une atténuation notoire qui trouve son explication dans l'amélioration des recettes ordinaires de 4,9 MMDH (4,4%). Toutefois, il y a lieu de remarquer que les dépenses de compensation ont explosé contrairement à la volonté du gouvernement de les maîtriser. On constate ainsi une hausse des dépenses de compensation de 2,7 MMDH ou 50%. On impute ce renchérissement essentiellement à la hausse des cours mondiaux du gaz butane (33,8% durant les six premiers mois de l'année) et du sucre, toujours subventionnés par le budget de l'État. Un facteur qui continuera à se faire valoir au moins jusqu'en 2019, selon Lahcen Daoudi, ministre des Affaires générales, pour lequel la décompensation du gaz butane n'est pas encore à l'ordre du jour. Le spectre de la compensation continue en fait de peser sur l'équilibre budgétaire quand bien même réduit à son niveau le plus bas. Si l'on ajoute la hausse de 5,5 MMDH des dépenses en instance de paiement et d'un solde positif de 9,3 MMDH des comptes spéciaux du Trésor, le besoin de financement s'est établi à 15,9 MMDH contre 24,4 MMDH. Ce besoin avait été couvert par le recours au marché des adjudications pour un montant de 20,3 MMDH tandis que les financements extérieurs ont enregistré un flux négatif de 4,4 MMDH.

Les recettes de l'IS en hausse

Plus en détail, les recettes fiscales ont crû de 8 MMDH, soit 8,3% sous l'effet combiné des augmentations de 5,7 MMDH ou 12,8% des impôts directs et de 2,4 MMDH ou 6,2% des impôts indirects. Une perfor-



mance à mettre essentiellement au compte des recettes de l'impôt sur les sociétés (IS) qui a été propulsé de 21,6%, une augmentation de 5,1 MMDH pour se situer à 28,9 MMDH. Il n'y a pas de doute à cela, les réformes mises en branle par la DGI ont donné leur fruit. La télé-déclaration devenue systématique et obligatoire a certainement eu un effet accélérateur qui a permis d'aboutir à des résultats fiscaux probants. Et ce n'est pas fini, le directeur général des impôts, Omar Faraj, dispose d'une stratégie à moyen et long termes qui devra à terme révolutionner les relations contribuables-administration fis-

cale. Quant aux recettes de l'impôt sur le revenu (IR), elles ont enregistré une augmentation de 637 MDH ou 3,2% pour s'établir à 20,5 MMDH sous l'effet particulièrement de l'amélioration des recettes au titre de l'IR sur les profits immobiliers. Là encore c'est une autre réforme de cette taxe immobilière inscrite dans la Loi de finances 2016 qui a permis à l'administration fiscale de réaliser des ressources insoupçonnées. Ceci grâce notamment à un rapport de la Cour des comptes qui a permis d'établir le potentiel lié à l'IR sur les profits immobiliers. Pour ce qui est des impôts indirects, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) a mar-

qué une hausse de 2,3 MMDH ou 8,6%. Elle s'explique par la progression aussi bien de la TVA à l'intérieur (+1,5 MMDH ou +16,6%) que de la TVA à l'importation (+781 MDH ou +4,6%). Dans le même sens, les recettes tirées des taxes intérieures à la consommation (TIC) se sont établies à 12,8 MMDH, en légère hausse de 125 MDH ou 1% par rapport au niveau enregistré durant la même période un an auparavant. Au niveau des droits de douane, les recettes ont affiché un recul de 490 MDH ou 10,3% par rapport à la même période de 2016. Par contre, les droits d'enregistrement et de timbre ont affiché une amélioration de 377 MDH ou 4,3%.

Baisse drastique des dons CCG

Quid des recettes non fiscales ? Elles ont sensiblement baissé de 3,5 MMDH ou 30,9%, en lien particulièrement avec le recul de 2,9 MMDH au titre des dons mobilisés auprès des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui n'ont porté que sur un montant de 1 MMDH. Baisse aussi des recettes des monopoles et participations, qui ont atteint 4,6 MMDH à fin juin 2017 contre 5,2 MMDH durant la même période de 2016. Ces recettes proviennent principalement des versements de Maroc Télécom (1,4 MMDH), de l'OCP (1,3 MMDH), de l'Agence nationale de la conservation foncière et de la cartographie (700 MDH), de Bank Al-Maghrib (345 MDH), de l'Office national des aéroports (275 MDH) et de l'Office des changes (160 MDH).

PAR MOSTAFA BENTAK
m.bentak@leseco.ma

Recul des dépenses d'investissement

Elles font toujours objet de débat les dépenses de fonctionnement, sur comment les rationaliser ou encore améliorer leur gouvernance. Ainsi, durant les six premiers mois de 2017, elles ont marqué une baisse de 1,9 MMDH ou 2,3% sous l'effet du repli des dépenses des autres biens et services. S'agissant des salaires servis par la TGR à fin juin, ils se sont établis à 52,6 MMDH, en diminution de seulement 0,4% par rapport à leur niveau de fin juin 2016. De leur côté, les intérêts de la dette ont accusé une baisse de 1,1 MMDH ou 6,5%. Cette baisse s'explique par les reculs des charges en intérêts de 1 MMDH ou 7% pour la dette intérieure (14 MMDH contre 15 MMDH) et de 49 MDH ou 2,5% pour la dette extérieure (1,9 MMDH contre 2 MMDH). Enfin, pour ce qui est des dépenses d'investissement, les émissions à ce titre se sont chiffrées à 29,6 MMDH, en baisse de 924 MDH ou 3% par rapport à fin juin 2016. Le retard de la constitution du gouvernement qui s'est répercuté sur les projets sectoriels a joué dans ce sens.

Recettes fiscales: Deux fois plus vite que le PIB

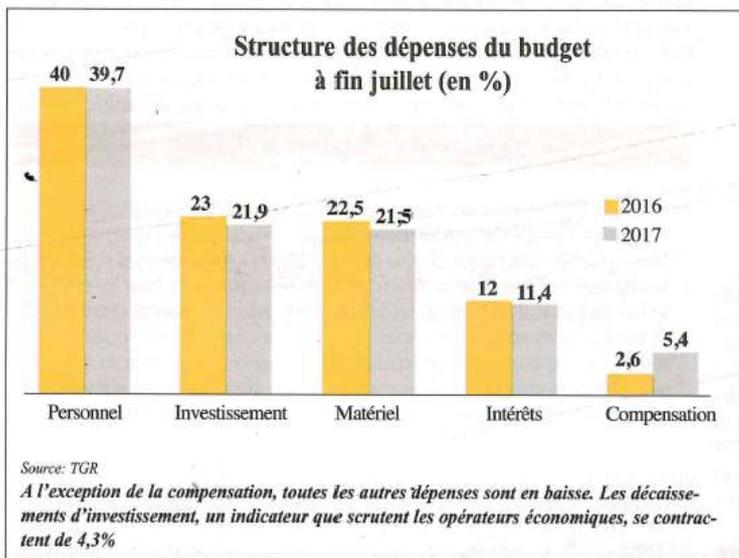
• Elles marquent une hausse de 7,1% à fin juillet

• Excepté la CDG, les grands comptes publics signent de gros chèques au Trésor

• Le déficit budgétaire recule de près de moitié

L'EMBELLIE des finances publiques se poursuit. A fin juillet, le déficit budgétaire s'est réduit de près de moitié comparativement à la même période de l'année dernière: 17,2 milliards de DH contre 24 milliards une année auparavant. A priori, c'est une très bonne trajectoire mais la Cour des comptes avait relevé que certaines dettes n'apparaissaient pas dans le calcul. La Cour veut l'intégration de données telles que

les arriérés de paiement dus par l'Etat aux entreprises au titre du crédit TVA, ceux générés par l'excédent des paiements IS, ainsi que les dettes nées des «exceptionnellement» soumis au taux de 37%.



transactions commerciales réalisées mais non encore payées par l'Etat. Des remarques qui avaient soulevé de vives discussions entre opposition et majorité au Parlement. «La méthodologie de calcul adoptée par le gouvernement est irréprochable, dans la mesure où elle est prévue par la loi organique des finances et validée par les instances internationales», s'était alors défendu le ministre de l'Economie et des Finances, Mohamed Boussaid.

Ceci étant, les ordres de paiement en cours de visa et de règlement se sont également réduits passant à 1,5 milliard de DH à fin juillet contre 8,2 milliards comparativement à l'année dernière. Les rentrées d'impôts, + 7,1%, restent dynamiques, en décalage avec l'état de l'activité économique. A ce rythme, les recettes fiscales progressent 2 fois plus vite que celle de la croissance projetée du PIB. Et cette déconnexion devient quasiment structurelle.

La forte croissance de recettes fiscales est tirée par le produit de l'IS, +18,8% à 30,4 milliards de DH. Cet impôt a été réaménagé en 2016 avec l'instauration de l'IS proportionnel et la CGEM attend toujours un IS progressif. Les taux sont de 10% pour les sociétés réalisant un bénéfice net fiscal inférieur ou égal 300.000 DH, 20% pour les sociétés dont le bénéfice net fiscal est compris entre 300.000 DH et un million de DH et 30% quand le bénéfice net est compris entre un million et 5 millions de DH. Un taux de 31% s'applique aux entreprises qui réalisent plus de 5 millions de DH de bénéfice net fiscal. Le secteur financier, Bank Al-Maghrib, la CDG sont toujours

La TVA a pris 6,1% atteignant 32,5 milliards de DH. Pour le troisième mois consécutif, le produit de la TVA à l'intérieur enregistre une forte augmentation: +10,6%, soit le double de l'évolution de la TVA prélevée sur les importations. Cette hausse est à lier à la bonne tenue de la consommation, mais aussi aux résultats des opérations de lutte contre la dissimulation de l'assiette. Elle peut signifier aussi un début de «normalisation» même si la fraude et l'évasion restent encore élevées (20% des recettes selon les estimations de la DGI). La TVA à l'importation a pris 4,8% à 20,7 milliards suivant en cela l'évolution des approvisionnements à l'étranger. Elle est surtout tirée par la TVA sur les produits énergétiques qui a enregistré un accroissement de 22,6% contre 2,3% pour les autres produits.

L'IR, assuré pour 75% par les retenues sur salaires est sur une progression de moins de 2%. Le rendement de l'IR continue de souffrir de la longue convalescence du marché immobilier. Les rentrées de l'IR sur les profits immobiliers décrochent de 6,7%. Les recettes non fiscales (participations de l'Etat, fonds de concours etc) marquent une contraction de 11,7%. Celle-ci résulte du recul des recettes en atténuation de la dette (-78%) et du léger repli des versements des comptes spéciaux du Trésor. Les recettes des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte de la rentrée de 1,9 milliard de DH au titre des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe contre 2,6 milliards à fin juillet 2016. En revanche, les recettes des monopoles et participations sont restées quasi stables. Elles proviennent principalement de Maroc Telecom (1,4 milliard de DH), l'OCP (1,3 milliard) et l'Agence de la conservation foncière (1 milliard). Pour sa part la CDG n'a effectué aucun versement!

Au total, les recettes ordinaires ont atteint 129,5 milliards de DH, en augmentation de 5,3% alors que les dépenses ordinaires se sont établies à 185,8 milliards de DH en hausse de 5,5%. Et ce en raison de la poussée des dépenses de fonctionnement, des charges de la dette budgétisée alors que les dépenses d'investissement ont reculé de 4,3%! Le rattrapage de l'effet retard pris pour la constitution du gouvernement ne s'est pas encore effectué. □

Khadija MASMOUDI

Les finances publiques à fin juillet 2017

Le déficit du Trésor se creuse de 6,8 milliards DH

Durant le premier mois d'exécution de la loi de finances 2017 adopté tardivement, le déficit du trésor s'est élargi de 6,8 milliards de dirhams passant se 10,4 MMDH en juin 2017 à 17,2 MMDH en juillet de la même année. Le déficit du Trésor de 17,2 MMDH tient compte tenu d'un solde positif de 8,1 MMDH dégagé par les comptes spéciaux du Trésor (CST) et les services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA). Ce déficit était de 24 MMDH à fin juillet 2016 compte tenu d'un solde positif de 7 MMDH dégagé.

Les recettes fiscales enregistrées à fin juillet 2017 sont le résultat d'une hausse de 9,4% de la fiscalité domestique : IS (+18,8%), IR (+1,8%), TVA à l'intérieur (+10,6%), droits d'enregistrement et timbre (+2,5%) et majorations de retard (+4,6%).

Les recettes de la TVA à l'intérieur ont augmenté de 10,6% ou +1,1 MMDH, sachant qu'à fin juillet 2016 la TVA à l'intérieur avait enregistré une baisse de 8,6% par rapport à son niveau à fin juillet 2015 ou -1 MMDH (10,7 MMDH contre 11,7 MMDH). Les recettes de la TVA à l'intérieur tiennent compte de remboursements pour un montant de 3.960 MDH à fin juillet 2017 contre 4.954 MDH à fin juillet 2016.

Les dépenses ordinaires émises sont en hausse de 1,9%, en raison de l'augmentation de 112,5% des émissions



de la compensation, conjuguée à la diminution de 1,5% des dépenses de biens et services, due à la diminution de 0,2% des dépenses de personnel et de 3,8% des autres dépenses de biens et services ainsi que de 4,3% des charges en intérêts de la dette;

Les dépenses d'investissement émises en baisse de 4,3%, passant de 35,4 MMDH à fin juillet 2016 à 33,9 MMDH à fin juillet 2017, en raison de la diminution de 3,2% des dépenses des ministères et de 6% des charges communes.

La situation des charges et ressources du Trésor arrêtée à fin juillet 2017 laisse apparaître une hausse des recettes

ordinaires de 5,3% et des dépenses ordinaires émises de 1,9%, dégageant ainsi un solde ordinaire positif de 8,7 MMDH. Compte tenu d'un besoin de financement de 23,8 MMDH et d'un flux net négatif du financement extérieur de 5,1 MMDH, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 28,9 MMDH.

Les recettes ordinaires se sont établies à 129,5 MMDH contre 123 MMDH à fin juillet 2016, en augmentation de 5,3%. Ceci s'explique par la hausse des impôts directs de 10,5%, des impôts indirects de 5,9% et des droits d'enregistrement et de timbre de 2,5%, conjuguée à la baisse des

droits de douane de 6,2% et des recettes non fiscales de 11,7%.

Les recettes fiscales ont été de 118,9 MMDH contre 111 MMDH à fin juillet 2016, en hausse de 7,1%.

L'évolution des recettes fiscales résulte de l'augmentation des recettes douanières de 3% et de la fiscalité domestique de 9,4%. Les recettes douanières (droits de douane, TVA à l'importation et TIC sur les produits énergétiques) ont été de 34,9 MMDH à fin juillet 2017 contre 33,9 MMDH un an auparavant, en hausse de 3% ou +1 MMDH par rapport à leur niveau à fin juillet 2016.

Les recettes des droits de douane réalisées à fin juillet 2017 ont atteint 5,1 MMDH contre 5,4 MMDH un an auparavant, soit une diminution de 6,2% ou -337 MDH.

Les recettes provenant de la TVA à l'importation se sont établies à 20,7 MMDH à fin juillet 2017 contre 19,8 MMDH à fin juillet 2016, enregistrant ainsi une hausse de 4,8% ou +954 MDH. La TVA sur les produits énergétiques a enregistré une hausse de 22,6% ou +625 MDH et celle sur les autres produits une augmentation de 2,3% ou +329 MDH. La TIC sur les produits énergétiques a atteint 9 MMDH contre 8,7 MMDH, en hausse de 4,5% par rapport à son niveau de fin juillet 2016 ou +386 MDH.

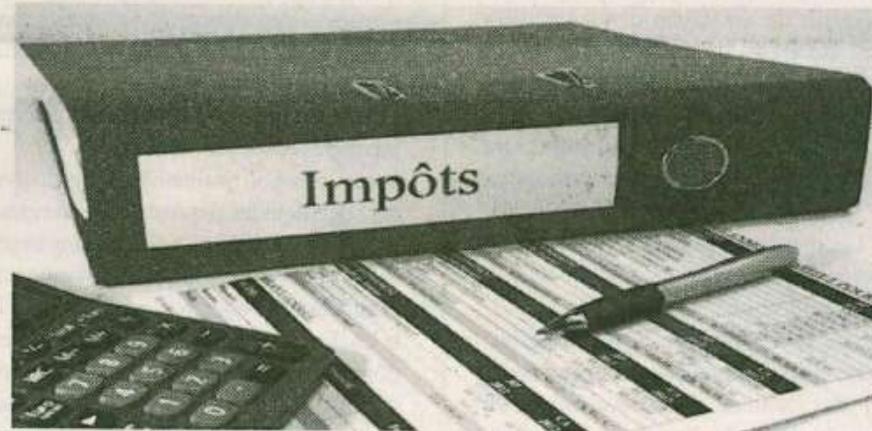
IS : les recettes progressent de 18,8%

Les recettes réalisées au titre de la fiscalité domestique se sont établies à 77,8 MMDH à fin juillet 2017 contre 71,1 MMDH à fin juillet 2016, soit une augmentation de 9,4% ou +6,7 MMDH. Les recettes de l'impôt sur les sociétés ont été de 30,4 MMDH à fin juillet 2017 contre 25,6 MMDH un an auparavant, en augmentation de 18,8% ou +4,8 MMDH. Les recettes de l'IR à fin juillet 2017 ont enregistré une augmentation de 1,8% par rapport à leur niveau à fin juillet 2016 (23,9 MMDH contre 23,5 MMDH), soit +427 MDH.

Les recettes de l'IR sur profits immobiliers ont connu une baisse de 6,7% ou -169 MDH par rapport à leur niveau de 2016 (2.372 MDH contre 2.541 MDH).

Les recettes de l'IR prélevé par la Direction des Dépenses de Personnel (DDP) relevant de la Trésorerie Générale du Royaume, ont enregistré une diminution de 8,1%.

Les recettes générées par la TVA à l'intérieur à fin juillet 2017 se sont établies à 11,8 MMDH contre 10,7 MMDH un an auparavant, soit une hausse de 10,6% ou +1,1 MMDH, sachant qu'à fin juillet 2016 la TVA à l'intérieur avait enregistré une baisse de 8,6% par rapport à son niveau à fin juillet 2015 ou -1 MMDH



(10,7 MMDH contre 11,7 MMDH).

Les recettes de la TVA à l'intérieur tiennent compte de remboursements pour un montant de 3.960 MDH à fin juillet 2017 contre 4.954 MDH à fin juillet 2016.

Les recettes provenant des droits d'enregistrement et du timbre ont été de 10,3 MMDH à fin juillet 2017 contre 10,1 MMDH un an auparavant, soit une hausse de 2,5% ou +253 MDH, en raison notamment de l'augmentation des recettes de la TSAVA (+122 MDH).

Les autres impôts directs ont enregistré une hausse de 4,5% résultant principalement de l'augmentation de 4,6% des majorations de retard ou +42 MDH.

Les recettes non fiscales se sont établies à 10,6 MMDH contre 12 MMDH un an auparavant, en baisse de 11,7% ou -1,4 MMDH, en raison notamment de la diminution de 78,8% des recettes en atténuation de la dette (368 MDH contre 1,7 MMDH), conjuguée à la hausse des fonds de concours (756 MDH contre 353 MDH). Les versements par les comptes spéciaux du Trésor au budget général ont été de 1,9 MMDH contre 2,2 MMDH.

Les recettes des monopoles et participations ont atteint 5.350 MDH à fin juillet 2017, soit le même niveau qu'à fin juillet 2016.

Les recettes à fin juillet 2017 ont été versées principalement par Maroc Télécom (1,4

MMDH), l'OCPC (1,3 MMDH contre 1 MMDH), l'agence nationale de la conservation foncière (1 MMDH), Bank Al-Maghrib (386 MDH contre 269 MDH), l'ONDA (275 MDH contre 50 MDH) et l'Office des changes (160 MDH contre 150 MDH).

Les autres recettes non fiscales ont enregistré une diminution de 22,3% qui s'explique pour l'essentiel par la baisse de 78,8% des recettes en atténuation de la dette (368 MDH contre 1,7 MMDH).

A fin juillet 2017, les dix principales natures de recettes ci-après représentent 95,6% du total des recettes ordinaires. Avec des recettes de 32,6 MMDH, la TVA constitue la première source des recettes du budget de l'Etat.

A fin juillet 2017, le taux de couverture des dépenses ordinaires par les recettes ordinaires a été de 107,2% contre 103,8% un an auparavant. Ainsi, à fin juillet 2017, 47,5% de ces recettes ont été consacrées aux dépenses de personnel, 25,7% aux dépenses de matériel, 13,6% aux intérêts de la dette et 6,5% aux émissions de la compensation.

Ainsi, une partie des dépenses émises au titre du budget de l'Etat a été financée principalement par le recours à l'emprunt.

Les dépenses du budget en hausse de 5,5%

Sur la base des émissions (ordonnances ou mandats visés), l'exécution des dépenses de l'Etat se présente comme suit :

A fin juillet 2017, les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 277,9 MMDH, représentant un taux global d'engagement de 57% contre 56% à fin juillet 2016. Le taux d'émission sur engagements a été de 82% contre 80% un an auparavant.

Les dépenses émises au titre du budget général ont été de 185,8 MMDH à fin juillet 2017, en hausse de 5,5% par rapport à leur niveau à fin juillet 2016, en raison de l'augmentation de 3% des dépenses de fonctionnement, de 20,3% des charges de la dette budgétisée et de la baisse de 4,3% des dépenses d'investissement. La hausse des charges de la dette budgétisée s'explique pour l'essentiel par l'augmentation de 40,9% des remboursements du principal

(31 MMDH contre 22 MMDH) et par la baisse de 4,3% des intérêts de la dette (17,7 MMDH contre 18,4 MMDH).

Les dépenses de fonctionnement émises se sont établies à 103,2 MMDH, dont 61,5 MMDH ont concerné les traitements et salaires qui enregistrent une baisse de 0,2%.

Les dépenses de matériel ont diminué de 7,8% (21,3 MMDH contre 23,1 MMDH) et les charges communes ont augmenté de 32% (20,4 MMDH contre 15,4 MMDH) en raison de la hausse de 112,5% des émissions de la compensation (8,4 MMDH contre 4 MMDH).

Les salaires servis par la TGR à fin juillet 2016 se sont établis à 61,5 MMDH contre 61,6 MMDH, en diminution de 0,2% par rapport à leur niveau de fin juillet 2016 ou -95 MDH.

Les salaires servis par la DDP ont été de 53 MMDH, en baisse de 1,1%, en raison de l'augmentation de la masse salariale structurelle de 0,7% et de la baisse des rappels de 42,4%.

Les émissions au titre des autres biens et

services ont été de 33,3 MMDH, en diminution de 3,8% ou -1,3 MMDH.

Ces dépenses tiennent compte des transferts au profit de la Caisse Marocaine des Retraites (7,2 MMDH contre 6,7 MMDH), aux divers établissements et entreprises publics (10,3 MMDH contre 11,5 MMDH) et aux comptes spéciaux du Trésor (1,5 MMDH contre 3 MMDH).

Les charges en intérêts de la dette ont été de 17,7 MMDH à fin juillet 2017 contre 18,4 MMDH à fin juillet 2016,

en diminution de 4,3% ou -790 MDH. Cette baisse s'explique par le recul des charges en intérêts de la dette intérieure de 4,8% (15,7 MMDH contre 16,5 MMDH) et de la hausse de celles de la dette extérieure de 0,3% (1.934 MDH contre 1.928 MDH).

A fin juillet 2017, les émissions de dépenses au titre de la compensation ont été de 8,4 MMDH contre des émissions de 4 MMDH à fin juillet 2016, en hausse de 112,5% ou +4,5 MMDH.

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, le solde ordinaire enregistré à fin juillet 2017 a été

positif pour 8,7 MMDH contre un solde ordinaire positif de 4,4 MMDH un an auparavant.

Les dépenses d'investissement émises au titre du budget général se sont établies à 33,9 MMDH à fin juillet 2017 contre 35,4 MMDH un an auparavant, en baisse de 4,3%, suite à la diminution des dépenses des ministères de 3,2% et des charges communes de 6%.

Les dépenses d'investissement tiennent compte du versement aux comptes spéciaux du Trésor d'un montant de 11,3 MMDH contre 12,1 MMDH à fin juillet 2016.

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin juillet 2016 et fin juillet 2017 fait ressortir une baisse de la part des dépenses de personnel, de l'investissement, du matériel et des intérêts de la dette, conjuguée à une hausse de la part des émissions de la compensation.

Finances publiques

Un déficit de 17 MMDH à fin juillet

● Les recettes fiscales toutes taxes confondues se sont bien comportées au terme des sept premiers mois de l'année, culminant à 118 MMDH, soit environ 60% des engagements pris par la Loi de finances 2017.

La situation des finances publiques à fin juillet fait état d'un déficit du Trésor de l'ordre de 17,2 MMDH, contre un déficit de 24 MMDH une année auparavant, soit une baisse de 28%. Encore faut-il souligner que l'allègement du niveau de déficit est dû, entre autres, au solde positif de 8,1 MMDH dégagé par les comptes spéciaux du Trésor (CST) et les services de l'État gérés de manière autonome (SEGMA). Les recettes des comptes spéciaux du Trésor tiennent en effet compte de la rentrée de 1,9 MMDH au titre des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe. Dans le détail des chiffres communiqués par la Trésorerie générale du royaume (TGR), la situation arrêtée par le Trésor à fin juillet 2017 laisse apparaître une hausse des recettes ordinaires de 5,3% et des dépenses ordinaires émises de 1,9%, dégageant ainsi un solde ordinaire positif de 8,7 MMDH. Compte tenu d'un besoin de financement de 23,8 MMDH et d'un flux net négatif du financement extérieur de 5,1 MMDH, le Trésor a dû s'endetter sur le marché intérieur pour un montant de 28,9 MMDH. Il y a lieu de noter ici le bon comportement de toutes les composantes des recettes douanières, dont le total s'élève à 35 MMDH. Cela concerne aussi bien les droits de douane (5,1 MMDH), la TVA à l'importation (20,7 MMDH) et la TIC sur les produits énergétiques (9 MMDH). Les entrées au titre de la fiscalité domestique, quant à elles, culminent à 77,8 MMDH, en progression de 9% par rapport à la même période en 2016, en lien avec la hausse de l'IS (+18,8%), de l'IR (+1,8%), de la TVA à l'intérieur (+10,6%), des droits d'enregistrement et timbre (+2,5%) et des majorations de retard (+4,6%). Les recettes de la TVA à l'intérieur, précise la TGR dans son dernier bulletin mensuel, tiennent compte des remboursements pour un montant de 3,960 MMDH à fin juillet 2017 contre 4,9 MMDH à fin juillet 2016. En revanche, les recettes non fiscales accusent une baisse de 11,7% en raison notamment de la diminution de 78% des recettes en atténuation des dépenses de la dette (368 MDH contre 1,7 MMDH), malgré la hausse de la redevance gazoduc. Du côté des dépenses, le montant des engagements s'élève à 277,9 MMDH. Les dépenses émises au titre du budget général ont atteint 185,8 MMDH à fin juillet, en hausse de 5,5% par rapport à leur niveau de fin juillet 2016, en raison de l'augmentation de 3% des dépenses de fonctionnement et de 20,3% des charges de la

dette budgétisée. Les dépenses de fonctionnement se sont établies à 103,2 MMDH, dont 61,5 MMDH au titre de la masse salariale. Enfin, la charge au titre de la compensation continue

d'augmenter en comparaison avec son niveau de 2016, pour se situer à 8,4 MMDH à fin juillet, soit une hausse de 112%.

PAR W.E.M

Recettes fiscales

Les bons comptes du premier semestre

Les finances publiques se portent mieux ! Au terme du premier semestre 2017, les recettes fiscales encaissées par l'Etat ont atteint 104,9 milliards de DH, en hausse de 8,3% par rapport à l'année précédente, selon les dernières statistiques du ministère des Finances Le déficit budgétaire a par ailleurs reculé de près de moitié.

Dans le détail, les recettes des impôts directs, réalisées à hauteur de 56,6%, ont augmenté par rapport à fin juin 2016 de 12,8% pour s'élever à 50,6 milliards de dirhams. Cette évolution est attribuable à l'accroissement des recettes de l'IS de 21,6% pour atteindre 28,9 milliards de dirhams, suite à l'amélioration des résultats des sociétés imposables durant l'année 2016. De même, les recettes de l'IR ont enregistré une hausse de 3,2% pour s'établir à 20,5 milliards de dirhams, ce qui s'explique par l'amélioration des recettes de l'IR sur les revenus professionnels et sur les revenus de capitaux mobiliers. Par rapport aux prévisions initiales, les recettes de l'IS et de l'IR se sont concrétisées respectivement à hauteur de 63,5% et 50,2%.

De leur côté, les recettes des impôts indirects ont augmenté par rapport à fin juin 2016 de 6,2% pour atteindre 40,9 milliards de dirhams, enregistrant un taux de réalisation de 48,4%. Cette hausse est en relation avec le raffermissement des recettes de la TVA et dans une moindre mesure de celles des TIC.

27% des récoltes de l'Etat proviennent de la TVA, dont les recettes se sont appréciées de 8,8% pour se situer à 26,2 milliards de dirhams, soit un taux d'exécution de 48,6%. Quant aux recettes des TIC, elles ont augmenté de 1% pour s'établir à 12,8 milliards de dirhams, soit un taux de réalisation de 48%. D'autres données plus récentes de la TGR confirment cette embellie. À fin juillet 2017, les recettes ordinaires ont crû de 5,3% comparativement à 2016. Cette tendance provient de la hausse des recettes douanières de 3%, de l'augmentation de la TIC sur les tabacs manufacturés de 1,8% et des autres TIC de 12,2%.

Elle est également soutenue par la hausse de la fiscalité domestique qui grimpe de 9,4% grâce aux recettes de l'IS (+18,8%), de l'IR (+1,8%), de la TVA à l'intérieur (+10,6%), des droits d'enregistrement et timbre (+2,5%)

et des majorations de retard (+4,6%). Avec un déficit budgétaire situé à 10,9 milliards de DH en atténuation

de 56,2% ou d'environ 14 milliards de dirhams par rapport à fin juin 2016, ce premier semestre s'inscrit sous le

signe de l'embellie pour les finances publiques. ■

Par Y. Seddik

Déficit budgétaire de 17,2 MMDH à fin juillet

La situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 17,2 milliards de dirhams (MMDH) à fin juillet 2017, contre 24 MMDH un an auparavant, selon la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), relevant du ministère de l'Economie et des Finances.

Cette évolution est attribuable à une hausse de 5,3% à 129,5 MMDH des recettes ordinaires à fin juillet 2017 et à une augmentation de 5,5% à 185,8 MMDH des dépenses émises au titre du budget général, explique la TGR qui vient de publier son bulletin mensuel de

statistiques des finances publiques (BSFP) de juillet 2017.

En effet, rapporte la MAP, l'accroissement des recettes ordinaires est dû à la hausse des impôts directs de 10,5%, des impôts indirects de 5,9%, des droits d'enregistrement et de timbre de 2,5%, conjuguée à la baisse des droits de douane de 6,2% et des recettes non fiscales de 11,7%, précise le bulletin.

Quant aux dépenses émises au titre du budget général, leur augmentation s'explique par la hausse de 3% des dépenses de fonctionnement, de 20,3% des charges de la dette budgétisée, ainsi que par la baisse de 4,3% des dépenses d'investissement, relève la TGR.

La progression des charges de la dette budgétisée, poursuit la même source, est imputable essentiellement à la hausse de 40,9% des remboursements (31 MMDH contre 22 MMDH) et à la baisse de 4,3% des intérêts de la dette (17,7 MMDH contre 18,4 MMDH).

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin juillet 2016 et fin juillet 2017 fait ressortir une baisse de la part des dépenses de personnel à 39,7%, de l'investissement à 21,9%, du matériel à 21,5% et des intérêts de la dette à 11,4%, conjuguée à une hausse de la part des émissions de la compensation à 5,4%.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor (CST) ont atteint 47,5 MMDH, tenant en compte



des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 11,3 MMDH et de la rentrée de 1,9 MMDH au titre des dons des pays du Golfe.

Concernant les dépenses des CST, elles ont été de 39,9 MMDH, dont un montant de 29,2 MMDH

concerne les comptes d'affectation spéciale (CAS), relève la TGR, précisant que le solde de l'ensemble des CST s'élève à 7,6 MMDH.

Pour leur part, les recettes des services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA) ont reculé de 15,6% pour s'établir à 1,3 MMDH

contre 1,6 MMDH à fin juillet 2016, fait savoir le bulletin, notant qu'au titre des sept premiers mois de 2017, les dépenses émises ont été de 885 millions de dirhams (MDH) contre 798 MDH une année auparavant, soit une progression de 10,9%.

“

Une évolution attribuée aux hausses des recettes ordinaires et des dépenses émises au titre du budget général, selon la TGR

LE CHIFFRE

8,4 milliards de DH

C'est le montant des dépenses de compensation telles qu'arrêtées par la TGR à fin juillet. Il est en hausse de 112% par rapport à juillet 2016.

Déficit budgétaire de 7,5 MMDH à fin mai 2017

La situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 7,5 milliards de dirhams (MMDH) au titre des cinq premiers mois de 2017, contre 25,8 MMDH un an auparavant, selon la Trésorerie générale du Royaume (TGR), relevant du ministère de l'Economie et des Finances.

Cette évolution est imputable à une hausse de 7,7% des recettes ordinaires à 89,9 MMDH à fin mai et une baisse de 4,8% à 130,2 MMDH des dépenses émises au titre du budget général, explique la TGR qui vient de publier son bulletin mensuel de statistiques des finances publiques (BSFP) de mai 2017. En effet, rapporte la MAP, l'accroissement des recettes ordinaires est dû à la hausse des impôts directs de 10,7%, des impôts indirects de 6,2%, des droits d'enregistrement et de timbre de 5,6%, conjuguée à la baisse des droits de douane de 8,6%, précise le bulletin.

Quant aux dépenses émises au titre du budget général, leur diminution s'explique par le recul de 2,6% des dépenses de fonctionnement, de 4,3% des dépenses d'investissement et de 10,3% des charges de la dette budgétisée, relève la TGR.

Le recul des charges de la dette budgétisée, poursuit la même source, est dû à la baisse de 11,4% des remboursements du principal (18,8 MMDH contre 21,2 MMDH) et de 8,4% des intérêts de la dette (12 MMDH contre 13,1 MMDH).

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin mai 2016 et fin mai 2017 fait ainsi ressortir une baisse de 2,2% des dépenses de personnel et de 7,5% des autres dépenses de biens et services, conjuguée à la hausse de 27,2% des émissions de la compensation, indique le bulletin.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor (CST) ont atteint 36,4 MMDH, tenant en compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 10,6 MMDH et de la rentrée de 1,1 MMDH au titre des dons des pays du Golfe.

Concernant les dépenses des CST, elles ont été de 22,9 MMDH, dont un montant de 17,6 MMDH concerne les comptes d'affectation spéciale (CAS), relève la TGR, précisant que le solde de l'ensemble des CST s'élève à 13,5 MMDH.

Pour leur part, les recettes des services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA) ont reculé de 16,3% pour s'établir à 1 MMDH contre 1,2 MMDH à fin mai 2016, fait savoir le bulletin, notant qu'au titre des cinq premiers mois de 2017, les dépenses émises ont été de 446 millions de dirhams (MDH) contre 366 MDH une année auparavant, soit une progression de 21,9%.

Du mieux pour le déficit budgétaire

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, la situation des charges et ressources du Trésor dégage **un déficit budgétaire de 17,2 Mds de dirhams à fin juillet 2017, contre un déficit budgétaire de 24 Mds un an auparavant**, indique la Trésorerie générale du Royaume dans son dernier bulletin.

Hausse de 5,3% des recettes ordinaires, plus rapide que celle des dépenses globales (+0,5%). La charge de compensation en nette hausse (+112,5%).

A fin juillet 2017 et en comparaison avec la même période de 2016, l'exécution de la loi de finances, sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, laisse apparaître, au niveau des recettes, une augmentation des recettes ordinaires de 5,3%. Cette hausse provient de la hausse des recettes douanières de 3%, de l'augmentation de la TIC sur les tabacs manufacturés de 1,8% et des autres TIC de 12,2%.

Elle est également soutenue par la hausse de la fiscalité domestique qui grimpe de 9,4% grâce aux recettes de l'IS (+18,8%), de l'IR (+1,8%), de la TVA à l'intérieur (+10,6%), des droits d'enregistrement et timbre (+2,5%) et des majorations de retard (+4,6%).

Pour leur part, les dépenses ordinaires émises sont en hausse de 1,9%, en raison de l'augmentation de 112,5% des émissions de la compensation, conjuguée à la diminution de 1,5% des dépenses de biens et services, due à la diminution de 0,2% des dépenses de personnel et de 3,8% des autres dépenses de biens et services ainsi que de 4,3% des charges en intérêts de la dette. Les dépenses d'investissement émises sont en baisse de 4,3%, passant de 35,4 Mds de dirhams à fin juillet 2016 à 33,9 Mds à fin juillet 2017, en raison de la diminution de 3,2% des dépenses des ministères et de 6% des charges communes.

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, l'exécution de la loi de finances fait ressortir un solde ordinaire positif de 8,7 MMds contre un solde positif de 4,4 Mds un an auparavant. Le déficit budgétaire lui, revient à 17,2 Mds de dirhams contre 24 Mds un an auparavant.

Les finances du royaume dans le rouge: 17,2 MMDH de déficit budgétaire à fin juillet 2017



Le gouvernement El Othmani est né sous mauvaise étoile, semble-t-il. La situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 17,2 milliards de dirhams (MMDH) à fin juillet 2017, contre 24 MMDH un an auparavant, selon la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), relevant du ministère de l'Économie et des finances.

Cette évolution est attribuable à une hausse de 5,3% à 129,5 MMDH des recettes ordinaires à fin juillet 2017 et à une augmentation de 5,5% à 185,8 MMDH des dépenses émises au titre du budget général, explique la TGR qui vient de publier son bulletin mensuel de statistiques des finances publiques (BSFP) de juillet 2017.

En effet, l'accroissement des recettes ordinaires est dû à la hausse des impôts directs de 10,5%, des impôts indirects de 5,9%, des droits d'enregistrement et de timbre de 2,5%, conjuguée à la baisse des droits de douane de 6,2% et des recettes non fiscales de 11,7%, précise le bulletin.

Quant aux dépenses émises au titre du budget général, leur augmentation s'explique par la hausse de 3% des dépenses de fonctionnement, de 20,3% des charges de la dette budgétisée, ainsi que par la baisse de 4,3% des dépenses d'investissement, relève la TGR.

La progression des charges de la dette budgétisée, poursuit la même source, est imputable essentiellement à la hausse de 40,9% des remboursements du principal (31 MMDH contre 22 MMDH) et à la baisse de 4,3% des intérêts de la dette (17,7 MMDH contre 18,4 MMDH).

+ Recul des recettes des SEGMA +

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin juillet 2016 et fin juillet 2017 fait ressortir une baisse de la part des dépenses de personnel à 39,7%, de l'investissement à 21,9%, du matériel à 21,5% et des intérêts de la dette à 11,4%, conjuguée à une hausse de la part des émissions de la compensation à 5,4%.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor (CST) ont atteint 47,5 MMDH, tenant en compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 11,3 MMDH et de la rentrée de 1,9 MMDH au titre des dons des pays du Golfe.

Concernant les dépenses des CST, elles ont été de 39,9 MMDH, dont un montant de 29,2 MMDH concerne les comptes d'affectation spéciale (CAS), relève la TGR, précisant que le solde de l'ensemble des CST s'élève à 7,6 MMDH.

Pour leur part, les recettes des services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA) ont reculé de 15,6% pour s'établir à 1,3 MMDH contre 1,6 MMDH à fin juillet 2016, fait savoir le bulletin, notant qu'au titre des sept premiers mois de 2017, les dépenses émises ont été de 885 millions de dirhams (MDH) contre 798 MDH une année auparavant, soit une progression de 10,9%.

Déficit budgétaire de 17,2 MMDH à fin juillet 2017



عجز الميزانية يصل إلى 7,5 ملايين درهم في مئتم ماي 2017

الأخبار

بالممتلكات والخدمات ترجمت بارتفاع بنسبة 2.27 في المائة في سندات المقاصة. من جهة أخرى، أبرزت الخزينة العامة للمملكة أن مداخيل الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 36.4 مليار درهم، مسجلة أن هذه المداخيل تأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحويلات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بالنسبة إلى 10.6 مليارات درهم، وعائدات قدرها 1.1 مليار درهم في إطار هبات قدمت لها دول الخليج.

وفي ما يتعلق بتفقات الحسابات الخاصة للخزينة فقد بلغت 22.9 مليار درهم، منها مبلغ 17.6 مليار درهم برسم حسابات الاعتمادات الخاصة، حسب الخزينة، التي أوضحت أن رصيد مجموع الحسابات الخاصة للخزينة ارتفع إلى 13.5 مليار درهم.

وحسب النشرة فإن مداخيل مصالح الدولة التي تدبر بشكل مستقل، انخفضت من جهتها بنسبة 16.3 في المائة لتبلغ 1 مليار درهم، مقابل 1.2 مليار درهم في مئتم ماي 2016، مبرزة أن المصاريف بلغت، خلال الأشهر الخمسة الأولى من 2017، ما مجموعه 466 مليون درهم مقابل 366 مليون درهم سنة قبل ذلك، أي بارتفاع بنسبة 21.9 في المائة.



في المائة إلى 12 مليار درهم مقابل 13.1 مليار درهم. وأشارت النشرة إلى أن تطور بنية نفقات الميزانية العامة، ما بين نهاية ماي 2016 ونهاية ماي 2017، تظهر انخفاضا في حصة نفقات رواتب المستخدمين ب 2.2 في المائة، و 5.7 في المائة لنفقات أخرى تتعلق

الاستثمار ب 4.3 في المائة، وتحملات الدين العمومي ب 10.3 في المائة. وأضاف المصدر ذاته، أن تراجع حملات الدين المدرج في الميزانية يعزى إلى انخفاض بنسبة 11.4 في المائة لسداد الدين الأساسي إلى 8، 18 مليار درهم مقابل 21.2 مليار درهم، والفوائد المترتبة على الدين بنسبة 4، 8

أفادت الخزينة العامة للمملكة بأن حالة التحويلات وموارد الخزينة أظهرت تسجيل عجز في الميزانية بلغ 7.5 مليارات درهم برسم الأشهر الخمسة الأولى من سنة 2017، مقابل 25.8 مليار درهم خلال الفترة نفسها من السنة الماضية.

وأوضحت الخزينة العامة للمملكة التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر ماي 2017، أن هذا التطور يعزى، أساسا، إلى ارتفاع المداخيل العادية ب 7.7 في المائة أي إلى 89.9 مليار درهم خلال شهر ماي، وانخفاض بنسبة 4.8 في المائة في نفقات الميزانية العامة لتصل إلى 130.2 مليار درهم. وأوضحت النشرة أن هذا الارتفاع في المداخيل العادية يرجع، أساسا، إلى ارتفاع الضرائب المباشرة بنسبة 10.7 في المائة والضرائب غير المباشرة بنسبة 6.2 في المائة وحقوق التسجيل والتنبير بنسبة 5.6 في المائة متضافرة مع انخفاض الرسوم الجمركية بنسبة 8.6 في المائة. وبخصوص نفقات الميزانية العامة، أبرزت النشرة أن تراجعها يعزى إلى انخفاض نفقات التسيير ب 2.6 في المائة و نفقات

عجز الميزانية يتراجع من 25.8 إلى 7.5 ملايير درهم

ارتفاع المداخيل العادية بـ 7,7 في المائة أي إلى 89,9 مليار درهم خلال شهر ماي

المائة (12 مليار درهم مقابل 13.1 مليار درهم) ..

وأشارت النشرة إلى أن تطور بنية نفقات الميزانية العامة، ما بين نهاية ماي 2016 ونهاية ماي 2017، تظهر انخفاضاً في حصة نفقات رواتب المستخدمين بـ 2,2 في المائة، و 5 و 7 في المائة لنفقات أخرى تتعلق بالملكات والخدمات ترجمت بارتفاع بنسبة 27.2 في المائة في سندات المقاصة.

من جهة أخرى، أبرزت الخزينة العامة للمملكة أن مداخيل الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 36.4 مليار درهم، مسجلة أن هذه المداخيل تأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحملات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بالنسبة لـ 10.6 مليارات درهم، وعائدات قدرها 1.1 مليار درهم في إطار هبات قدمتها دول الخليج.

وفي ما يتعلق بنفقات الحسابات الخاصة للخزينة فقد بلغت 22.9 مليار درهم، منها مبلغ 17.6 مليار درهم برسم حسابات الاعتمادات الخاصة، حسب الخزينة، التي أوضحت أن رصيد مجموع الحسابات الخاصة للخزينة ارتفع إلى 13.5 مليار درهم.



رشيد الجامعي

أكدت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، أن حالة التحملات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 7.5 مليارات درهم برسم الأشهر الخمسة الأولى من سنة 2017، مقابل 25.8 مليار درهم سنة قبل ذلك.

وأشارت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر ماي 2017، إلى أن هذا التطور يعزى، أساساً، إلى ارتفاع المداخيل العادية بـ 7,7 في المائة أي إلى 89,9 مليار درهم خلال شهر ماي، وانخفاض بنسبة 4,8 في المائة في نفقات الميزانية العامة لتصل إلى 130,2 مليار درهم.

وأوضحت النشرة أن هذا الارتفاع في المداخيل العادية يرجع، أساساً، إلى ارتفاع الضرائب المباشرة بنسبة 10,7 في المائة والضرائب غير المباشرة بنسبة 6,2 في المائة وحقوق التسجيل والتنبر بنسبة 5,6 في المائة متضافرة مع انخفاض الرسوم الجمركية بنسبة 8,6 في المائة.

وبخصوص نفقات الميزانية العامة، أبرزت النشرة أن تراجعها يعزى إلى انخفاض نفقات التسيير بـ 2,6 في المائة و نفقات الاستثمار بـ 4,3 في المائة، وتحملات الدين العمومي بـ 10,3 في المائة. وأضاف المصدر ذاته، أن تراجع تحملات الدين المدرج في الميزانية يعزى إلى انخفاض بنسبة 11,4 في المائة لسداد الدين الأساسي (8,18 مليار درهم مقابل 2,21 مليار درهم) والفوائد المترتبة على الدين بنسبة 4,8 في

ديون المغرب ترتفع إلى 680 مليار درهم

العجز يخيم على حساب المعاملات والميزانية خلال الفصل الأول من 2017

المائة.

ويخصوص نفقات الميزانية العامة، أبرزت النشرة أن تراجعها يعزى إلى انخفاض نفقات التسيير بـ2,6 في المائة ونفقات الاستثمار بـ4,3 في المائة، وتحملات الدين العمومي بـ10,3 في المائة.

وأضاف المصدر ذاته، أن تراجع تحصيلات الدين المدرج في الميزانية يعزى إلى انخفاض بنسبة 11,4 في المائة لسداد الدين الأساسي (8,18 مليار درهم مقابل 2,21 مليار درهم) والفوائد المترتبة عن الدين بنسبة 4,8 في المائة (12 مليار درهم مقابل 13 مليار درهم).

وأشارت النشرة إلى أن تطور بنيتها نفقات الميزانية العامة، ما بين نهاية ماي 2016 ونهاية ماي 2017، تظهر انخفاضا في حصة نفقات رواتب المستخدمين بـ2,2 في المائة، و5 و7 في المائة لنفقات أخرى تتعلق بالامتلاك والخدمات ترجمت بارتفاع بنسبة 2 و27 في المائة في سندات المقاصة.

من جهة أخرى، أبرزت الخزينة العامة للمملكة أن مداخيل الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 36,4 مليار درهم، مسجلة أن هذه المداخيل تأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحملات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بالنسبة لـ10,6 مليار درهم، وعائدات قفزا 1,1 مليار درهم في إطار هيئات قدمتها دول الخليج.

وفي ما يتعلق بنفقات الحسابات الخاصة للخزينة فقد بلغت 22,9 مليار درهم، منها مبلغ 17,6 مليار درهم برسم حسابات الاعتمادات الخاصة، حسب الخزينة، التي أوضحت أن رصيد مجموع الحسابات الخاصة للخزينة ارتفع إلى 13,5 مليار درهم.

وحسب النشرة فإن مداخيل مصالح الدولة التي تدبر بشكل مستقل، انخفضت من جهتها بنسبة 16,3 في المائة لتبلغ 1 مليار درهم، مقابل 1,2 مليار درهم في متم ماي 2016، مبرزة أن المصاريف بلغت، خلال الأشهر الخمسة الأولى من 2017، ما مجموعه 466 مليون درهم مقابل 366 مليون درهم سنة قبل ذلك، أي بارتفاع بنسبة 21,9 في المائة.



أكد أن النتيجة السلبية المسجلة تعزى، أساسا، إلى ارتفاع العجز في المعاملات المتعلقة بالامتلاك بقيمة 5,6 مليارات درهم، فضلا عن انخفاض في الفوائض برسم الخدمات (ناقص ملياري درهم) والنخل الثانوي (ناقص 0,7 مليار درهم).

وما يقال عن العجز الحاصل في ميزان الحسابات الجارية، يقال عن العجز الحاصل في الميزانية، حيث أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، أن حالة التحملات وموارد الخزينة إفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 7,5 مليار درهم برسم الأشهر الخمسة الأولى من سنة 2017، مقابل 25,8 مليار درهم سنة قبل ذلك.

وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر ماي 2017، أن هذا التطور يعزى، أساسا، إلى ارتفاع المداخيل العادية بـ7,7 في المائة أي إلى 89,9 مليار درهم خلال شهر ماي، وانخفاض بنسبة 4,8 في المائة في نفقات الميزانية العامة لتصل إلى 130,2 مليار درهم.

وأوضحت النشرة أن هذا الارتفاع في المداخيل العادية يرجع، أساسا، إلى ارتفاع الضرائب المباشرة بنسبة 10,7 في المائة والضرائب غير المباشرة بنسبة 6,2 في المائة وحقوق التسجيل والتبني بنسبة 5,6 في المائة متضافرة مع انخفاض الرسوم الجمركية بنسبة 8,6 في

العجز والمديونية الخارجية هما السمتان اللتان باتتا لصيقتين بالاقتصاد المغربي، وبالضبط بالميزانية ويجاري حساب المعاملات منذ تقلد حكومة بنكيران مقاليد السلطة التنفيذية بداية 2012، لتخلف هذا العجز تركة سلبية إلى الحكومة اللاحقة، التي يتأسسها سعد الدين العثماني منذ قبل ثلاثة أشهر من الآن نتيجة الانتخابات التشريعية لسابع أكتوبر 2016.

هكذا وفي الوقت الذي تفيد فيه الأرقام الرسمية أن ميزان الأزمات سجل عجزا في حساب المعاملات الجارية، بلغ 14,2 مليار درهم في الفصل الأول من 2017، مقابل 5,8 مليارات درهم فقط خلال نفس الفترة من العام الماضي، أي 2016، أوضح مكتب الصرف في بلاغ له أن الوضعية الخارجية الإجمالية، لامتلاكات الاقتصاد المغربي مقارنة بباقي أنحاء العالم، وضعية مبنية تقدر بـ679,7 مليار درهم، مقابل ناقص 668,6 مليار درهم نهاية دجنبر 2016، مبرزا أن هذه الوضعية راجعة إلى ارتفاع أكبر للالتزامات المالية التي ترتفع إلى أكثر من 4,15 مليارات درهم مقارنة بالموجودات المالية التي تبلغ بالكاد 4,4 مليارات درهم فقط. وسجل المصدر أن ارتفاع حجم الالتزامات المالية (6,1070 مليار درهم، مقابل 2,1055 مليار درهم متم دجنبر 2016)، يعزى أساسا إلى الارتفاع المسجل على مستوى مكون "باقي الاستثمارات" (زائد 8,3 مليار درهم) وعلى مستوى مكون الاستثمارات المباشرة الأجنبية (زائد 5,5 مليار درهم).

وبالرغم من انخفاض الموجودات الاحتياطية بـ2,6 مليار درهم عند نهاية مارس 2017، فإن رصيد الموجودات المالية ارتفع إلى 390,9 مليار درهم نهاية مارس 2017 مقابل 386,6 مليار درهم نهاية دجنبر 2016.

وعزى هذا الوضع إلى ارتفاع بـ4,8 مليار درهم المسجل على مستوى مكون "باقي الاستثمارات"، وكذا مكون "الاستثمارات المغربية المباشرة في الخارج" بـ3,1 مليار درهم. المصدر ذاته ويصدد نتائج المبادلات الخارجية متم ماي 2017،

☞ خزينة. 7.5 ملايين درهم عجز في الميزانية في 5 أشهر

أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، أن حالة التحويلات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 7,5 ملايين درهم برسم الأشهر الخمسة الأولى من سنة 2017، مقابل 25,8 مليار درهم سنة قبل ذلك.

وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر ماي 2017، أن هذا التطور يعزى، أساسا، إلى ارتفاع المداخيل العادية بـ 7,7 في المائة أي إلى 89,9 مليار درهم خلال شهر ماي، وانخفاض بنسبة 4,8 في المائة في نفقات الميزانية العامة لتصل إلى 130,2 مليار درهم.

وأوضحت النشرة أن هذا الارتفاع في المداخيل العادية يرجع، أساسا، إلى ارتفاع الضرائب المباشرة بنسبة 10,7 في المائة والضرائب غير المباشرة بنسبة 6,2 في المائة وحقوق التسجيل والتنبر بنسبة 5,6 في المائة متضافرة مع انخفاض الرسوم الجمركية بنسبة 8,6 في المائة. ●

مداخيل الخزينة تسجل ارتفاعا بأزيد من 4 في المائة إلى 113 مليارا

الأخبار

درهم نهاية ماي 2016. وحسب معطيات الخزينة العامة فقد سجلت الضريبة المباشرة تحسنا بنسبة 6.2 في المائة كما عرفت رسوم التسجيل والتنبر نمو بنسبة 4.3 في المائة في مقابل تراجع رسوم الاستيراد بنسبة بلغت 10.3 في المائة. وفي مقابل الارتفاع الذي عرفته المداخيل الجبائية، سجلت المداخيل غير الجبائية تراجعا بنسبة 25.9 في المائة. من جهتها عرفت النفقات العادية للخزينة ارتفاعا بنسبة 0.5 في المائة لتصل إلى 105.7 مليار درهم، وذلك بفعل الانخفاض المسجل على مستوى تحملات فوائد القرض بنسبة 6.4 في المائة، وتراجع نفقات التجهيز والخدمات بنسبة 3.2 في المائة.



بنسبة 8.8 في المائة، هذا في الوقت الذي صرفت فيه الخزينة مبلغا ب 3.2 مليارات درهم كمستحقات الضريبة على القيمة المضافة لفائدة الشركات في مقابل 2.5 مليار

سجلت المداخيل العادية ارتفاعا بنسبة 4.8 في المائة لترتفع إلى 113.1 مليار درهم، وفق إحصائيات المالية العمومية مع نهاية يونيو الماضي. ويعود هذا الارتفاع بحسب أرقام الخزينة العامة إلى الارتفاع المسجل على مستوى المداخيل الجبائية بمعدل 8.3 في المائة لتصل إلى 104.9 مليار درهم، والتي تضمنت ارتفاعا للضرائب المباشرة بنسبة 12.8 في المائة بعد التطور الحاصل على مستوى عائدات الضريبة على الشركات بنسبة 21.6 في المائة وعائدات الضريبة على الدخل بنسبة 3.2 في المائة، ثم عائدات الضريبة على القيمة المضافة التي ارتفعت



■ أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، أن وضعية التحملات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 10,4 مليارات درهم برسم الأشهر الستة الأولى من سنة 2017، مقابل 23,4 مليار درهم سنة قبل ذلك.

وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر يونيو 2017، أن هذا التطور يعزى، أساسا، إلى ارتفاع المداخل العادية بـ 4,8 في المائة إلى 113,1 مليار درهم في نهاية شهر يونيو الماضي، وزيادة نسبتها 1,6 في المائة في نفقات الميزانية العامة لتصل إلى 159,3 مليار درهم.

وأضافت النشرة أن هذا الارتفاع في المداخل العادية يرجع إلى ارتفاع الضرائب المباشرة بنسبة 12,8 في المائة والضرائب غير المباشرة بنسبة 6,2 في المائة وحقوق التسجيل والتنبر بنسبة 4,3 في المائة، مقرونة مع انخفاض الرسوم الجمركية بنسبة 10,3 في المائة والمداخل غير الضريبية بنسبة 25,9 في المائة. وبخصوص نفقات الميزانية العامة، عزت الخزينة العامة انتشارها إلى زيادة نفقات التسيير بـ 1,8 في المائة، وتحملات الدين المدرج في الميزانية بـ 5,2 في المائة، مع انخفاض نفقات الاستثمار بـ 3,7 في المائة. وأضاف المصدر ذاته أن تزايد تحملات الدين المدرج في الميزانية يعزى إلى

انخفاض بنسبة 14,4 في المائة لسداد الدين الأساسي، حيث انتقل من 3,24 مليار درهم إلى 2,73 مليار درهم والفوائد المترتبة على الدين بنسبة 6,4 في المائة إلى 15,7 مليار درهم مقابل 16,8 مليار درهم.

أفادت الخزينة العامة للمملكة بأن مداخيل الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 41 مليار درهم، مسجلة أن هذه المداخيل تأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحملات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بالنسبة لـ 10,8 مليار درهم، وعائدات قدرها 1,1 مليار درهم في إطار هبات قدمتها دول الخليج. وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر يونيو 2017، في ما يتعلق بنفقات الحسابات الخاصة للخزينة أنها فقدت بلغت 30 مليار درهم، منها مبلغ 22,4 مليار درهم برسم حسابات الاعتمادات الخاصة، حسب الخزينة التي أوضحت أن رصيد مجموع الحسابات الخاصة للخزينة ارتفع إلى 10,9 مليارات درهم. وعلى مستوى مداخيل مصالح الدولة التي تدبر بشكل مستقل، فقد انخفضت بـ 17,6 في المائة لتبلغ 1,2 مليار درهم، مقابل 1,4 مليار درهم في متم ماي 2016، تضيف النشرة التي أوضحت أن المصاريف بلغت، خلال الأشهر الستة الأولى من 2017، ما مجموعه 646 مليون درهم مقابل 560 مليون درهم سنة قبل ذلك، أي بارتفاع بنسبة 15,4 في المائة. وبشكل عام، أشارت النشرة إلى أن تطور بنية نفقات الميزانية العامة، ما بين نهاية يونيو 2016 ونهاية يونيو 2017، تظهر ارتفاعا بـ 6,1 في المائة في سندات المقاصة، واستقرارا لنفقات رواتب المستخدمين في 39 في المائة، وانخفاضات بـ 21,7 في المائة في المائة و 21,5 في المائة و 11,7 في المائة على التوالي لحصص نفقات الاستثمار، والمعدات، وفوائد الدين.



كواليس العال والأعمال

عجز الميزانية ينخفض

إلى 10.4 مليارات درهم

■ أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، أن وضعية التحميلات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 10,4 مليارات درهم برسم الأشهر الستة الأولى من سنة 2017، مقابل 23,4 مليار درهم سنة قبل ذلك. وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر يونيو 2017، أن هذا التطور يعزى، أساسا، إلى ارتفاع المداخل العادية بـ4,8 في المائة إلى 113,1 مليار درهم في نهاية شهر يونيو الماضي، وزيادة نسبتها 1,6 في المائة في نفقات الميزانية العامة لتصل إلى 159,3 مليار درهم.

وأضافت النشرة أن هذا الارتفاع في المداخل العادية يرجع إلى ارتفاع الضرائب المباشرة بنسبة 12,8 في المائة والضرائب غير المباشرة بنسبة 6,2 في المائة وحقوق التسجيل و«التنبر» بنسبة 4,3 في المائة، مقرونة مع انخفاض الرسوم الجمركية بنسبة 10,3 في المائة والمداخل غير الضريبية بنسبة 25,9 في المائة.

موارد الخزينة العامة تتراجع ب 4 مليار درهم خلال النصف الأول من السنة الجارية

في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر يونيو 2017، أوضحت الخزينة العامة للمملكة أن وضعية التحملات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 10.4 مليار درهم برسم الأشهر الستة الأولى من سنة 2017، مقابل 23.4 مليار درهم سنة قبل ذلك.

تطور أرجعته النشرة أساسا، إلى ارتفاع المداخيل العادية ب 4.8 في المائة إلى 113.1 مليار درهم في نهاية شهر يونيو الماضي، وزيادة نسبتها 1.6 في المائة في نفقات الميزانية العامة لتصل إلى 159.3 مليار درهم. فيما أرجعت تطور المداخيل العادية إلى ارتفاع الضرائب المباشرة بنسبة 12.8 في المائة والضرائب غير المباشرة بنسبة 6.2 في المائة وحقوق التسجيل والتتبر بنسبة 4.3 في المائة، مقرونة مع انخفاض الرسوم الجمركية بنسبة 10.3 في المائة والمداخيل غير الضريبية بنسبة 25.9 في المائة.

هذا وسجلت الخزينة العامة زيادة في نفقات التسيير ب 1.8 في المائة، وتحملات الدين المدرج في الميزانية ب 5.2 في المائة، مع انخفاض نفقات الاستثمار ب 3.7 في المائة.



عجز الخزينة يستقر عند 17 مليارا مع نهاية يوليو الماضي

الأخبار



بلغ عجز الخزينة مع نهاية يوليو الماضي 17.2 مليار درهم، مقابل 24 مليار درهم خلال نهاية يوليو من سنة 2016. وكشفت مذكرة للخزينة العامة، مع نهاية يوليو الماضي أنه تم تسجيل ارتفاع في المداخيل العادية لخزينة العامة للعملة بنسبة 5.3 في المائة، وذلك بفعل ارتفاع المداخيل الجمركية بنسبة 3 في المائة والتي تضمنت انخفاضا على مستوى الرسوم الجمركية بنسبة 6.2 في المائة مقابل ارتفاع الضريبة على القيمة المضافة عند الاستيراد بنسبة 4.8 في المائة وكذا ارتفاع الضريبة الداخلية للاستهلاك بالنسبة للمواد الطاقية بنسبة 4.5 في المائة من جهة أخرى شهدت الضريبة الداخلية للاستهلاك بالنسبة للتعبئة والتغليف زيادة بنسبة 1.8 في المائة وبالنسبة للضريبة الداخلية للاستهلاك للمواد الأخرى زيادة بنسبة 12.2 في المائة بنورها سجلت الجنايات المصنفة ارتفاعا بنسبة بنسبة 9.4 في المائة حيث ارتفعت الضريبة على الشركات بنسبة 18.8 في المائة والضريبة على الدخل بنسبة 1.8 في المائة فيما سجلت الضريبة على القيمة المضافة الداخلية ارتفاعا بنسبة 10 في المائة، ورسوم التسجيل والتمبر ارتفاعا بنسبة 2.5 في المائة. وحسب مذكرة الخزينة العامة فقد سجلت مداخيل الضريبة على القيمة المضافة الداخلية ارتفاعا بنسبة 10.6 في المائة بزيادة من حيث القيمة ب 1.1 مليار

و82 في المائة بالنسبة للإصدارات الإلزامية مقابل 56 و 80 في المائة خلال نفس الفترة من السنة الماضية. وسجلت النفقات العادية الصادرة ارتفاعا بنسبة 1.9 في المائة تفعل ارتفاع بنسبة 112.5 في المائة لنفقات المقاصة، في مقابل تراجع نفقات السلع والخدمات ب 1.5 في المائة، وكذا تراجع نفقات الموظفين بنسبة 0.2 في المائة.

أن المداخيل غير الجمالية عرفت انخفاضا بنسبة 11 في المائة وذلك بفعل تراجع نسبه 78.8 في المائة مقابل تقليص طفيف لنفقات الدين إلى 368 مليون درهم مقابل 1.7 مليار درهم بالمقارنة مع بين يوليو 2017 و يوليو 2016. أما على مستوى نفقات الخزينة، فقد تم تسجيل نسبة التزام بالنفقات الإجمالية ب 57 في المائة.

درهم، في الوقت الذي سجلت فيه مع نهاية يوليو من سنة 2016 انخفاضا ب 8.6 في المائة، وتتضمن مداخيل الضريبة على القيمة المضافة الداخلية استرجاعات ب 3 ملايين و 960 مليون درهم مع نهاية 2017 مقابل 4 ملايين و 954 مليون درهم مع نهاية يوليو 2016. من جهة أخرى أوردت مذكرة الخزينة

وزارة المالية : الدين الداخلي تخطى 513 مليار درهم وعجز الخزينة فاق 17 مليار درهم

المداخل الضريبية تناهز 119 مليار درهم

الضريبة على الشركات (18.8%)، و الضريبة على الدخل (+ 1.8%)، وضريبة القيمة المضافة (+ 10.6%)، ورسوم التسجيل والتمير (+ 2.5%) وخدمات التأخير (+ 4.6%). وارتفعت مداخيل ضريبة القيمة المضافة الداخلية بنسبة 10.6% أو 1.11 مليار درهم، مقارنة مع نهاية يوليوز 2016. وكلفت نفقات السلع والخدمات خلال الشهر السبعة الأولى من العام الجاري 94.7 مليار درهم منها 61.4 مليار درهم دفعت كاجور للموظفين و 33.2 مليار درهم ابتلعتها نفقات تجهيز الإدارة التي تراجعت بواقع 0.3 في المئة مقارنة مع مستواها خلال نفس الفترة من العام الماضي. وخلال 7 اشهر الأولى من العام، تحسنت المداخيل الضريبية لتناهز 119 مليار درهم ضمنها قرابة 55.6 مليار درهم من الضرائب المباشرة وعلى رأسها الضريبة على الشركات التي بلغت 30.4 مليار درهم والضريبة على الدخل التي فاقت 23.9 مليار درهم، بينما سجلت الضرائب غير المباشرة حوالي 47.8 مليار درهم، معززة بأزيد من 32.5 مليار درهم من الضريبة على القيمة المضافة و 15.2 مليار درهم من الرسم الداخلي على الاستهلاك، هذا الأخير باتت مداخيل بيع السجائر ضمنه تشكل 5.3 مليار درهم ومداخيل الرسم على استهلاك المنتجات الطاقية حوالي 9 ملايين درهم.



الجمركية بنسبة 3% ضمنها الرسوم الجمركية (ناقص 6.2%) وضريبة القيمة المضافة على الواردات (+ 4.8%) والضرائب الداخلية على استهلاك منتجات الطاقة (+ 4.5%) كما ارتفعت الضريبة الداخلية على استهلاك التبغ (+ 1.8%). وتحسنت الضرائب المحلية بنسبة 9.4% ضمنها

وصلت إلى أزيد من 129 مليار درهم مرتفعة بـ 5.3% في المئة عن مستواها في نفس التاريخ من العام الماضي بينما استقرت النفقات العامة للخزينة عند 120.8 مليار درهم مرتفعة بحوالي 1.9 في المئة مقارنة مع مستواها قبل عام. وسجلت البيانات الجديدة زيادة في الإيرادات

عماد عادل

كشفت وزارة الاقتصاد والمالية، أمس، أن جاري المديونية الداخلية للعام بلغ عند متم شهر يوليوز الماضي 513.1 مليار درهم، بارتفاع معمله 4.2 في المئة مقارنة مع مستواه في متم جينير من العام الماضي، وعزت الوزارة ارتفاع منسوب الدين الداخلي إلى اقتراض الخزينة من السوق المحلي لمبالغ تقدر بـ 19.7 مليار درهم نتيجة لطرحها عبر سندات الخزينة لأزيد من 69.4 مليار درهم وتسجيلها لحوالي 49.7 مليار درهم. وانخفضت نفقات خدمة ديون الخزينة في شهر يوليوز الماضي بـ 4.3 في المئة لتصل إلى 17.6 مليار درهم كفوائد عوض 18.4 مليار درهم المسجلة في نفس التاريخ من العام الماضي، وابتلعت فوائد الديون الداخلية وحدها 15.7 مليار درهم بانخفاض معمله 4.8 في المئة، بينما كلفت فوائد المديونية الخارجية 1.9 مليار درهم. وأهابت وزارة الاقتصاد والمالية من خلال التقرير الشهري لمديرية الخزينة، أن عجز الميزانية العمومية بلغ في يوليوز الماضي 17.2 مليار درهم عوض 24 مليار درهم مقارنة مع مستواه في نفس الفترة من العام 2016. وأوضحت مديرية الخزينة العامة التي نشرت آخر إحصائياتها برسم يوليوز 2017، أن المداخيل العادية

عجز الميزانية يتراجع إلى 2.17 مليار درهم

رشيد الجامعي

أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، أن حالة التحويلات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل تراجع في عجز الميزانية من 24 مليار درهم في يوليوز 2016 إلى 2.17 مليار درهم في نهاية يوليوز 2017.

وأوضحت الخزينة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر يوليوز 2017، أن هذا التطور يعزى، أساسا، إلى ارتفاع المداخيل العادية بـ 3.5 مليار درهم خلال شهر يوليوز، ونمو بنسبة 5.5 في المائة في نفقات الميزانية العامة لتصل إلى 8.185 مليارات درهم.

وأوضحت النشرة أن ارتفاع المداخيل العادية يرجع بالأساس إلى ارتفاع الضرائب المباشرة بنسبة 5.10 في المائة والضرائب غير المباشرة بنسبة 9.5 في المائة وحقوق التسجيل والتنوير بنسبة 5.2 في المائة متضاربة مع انخفاض الرسوم الجمركية بنسبة 2.6 في المائة والمداخيل غير الضريبية بنسبة 7.11 في المائة.

وبخصوص نفقات الميزانية العامة، أبرزت النشرة أن



ترجعها يعزى إلى ارتفاع كل من نفقات التنوير بـ 3 في المائة وتحملات الدين العمومي بـ 3.20 في المائة بالإضافة إلى انخفاض نفقات الاستثمار بنسبة 3.4 في المائة.

وأضاف المصدر ذاته، أن

نتيجة ارتفاع المداخيل العادية بـ 3,5 في المائة بسبب زيادة مداخيل الضرائب

(7.17 مليارات درهم مقابل 4.18 مليارات درهم).

وأشارت النشرة إلى أن تطور بنية نفقات الميزانية العامة، ما بين نهاية يوليوز 2016 ونهاية يوليوز 2017، تظهر انخفاضا في حصة نفقات زواتب المستخدمين بـ 7.39 في المائة، إضافة إلى انخفاض بنسبة 21.9 في المائة و 5.21 في المائة و 4.11 في المائة على التوالي في نفقات الاستثمار والمعدات وفواتر الدين، علاوة على ارتفاع بلغ 4.5 في المائة في سدادات المقاصة.

من جهة أخرى، أبرزت الخزينة العامة للمملكة أن مداخيل الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 5.47 مليارات درهم، مسجلة أن هذه المداخيل تأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحويلات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بالنسبة لـ 11.33 مليار درهم، وعائدات قنراها 1.9 مليار درهم في إطار هيئات قدمتها دول الخليج.

وفي ما يتعلق بنفقات الحسابات الخاصة للخزينة فقد بلغت 9.39 مليارات درهم، منها مبلغ 2.29 مليار درهم برسم حسابات الاعتمادات الخاصة، حسب الخزينة التي أوضحت أن رشيد مجموع الحسابات الخاصة للخزينة ارتفع إلى 6.7 مليارات درهم.

وعلى مستوى مداخيل مصالح الدولة التي تدبر بشكل مستقل، فقد انخفضت بـ 6.15 في المائة لتبلغ 3.1 مليارات درهم، مقابل 6.1 مليارات درهم في تم يوليوز 2016، لتضيف النشرة التي أوضحت أن المضاريف بلغت، خلال الأشهر السبعة الأولى من 2017، ما مجموعه 885 مليون درهم مقابل 798 مليون درهم سنة قبل ذلك، أي بارتفاع بنسبة 9.10 في المائة.

ارتفاع مداخيل الضرائب يخفض عجز الميزانية

أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، أن حالة التحويلات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل تراجع في عجز الميزانية من 24 مليار درهم في يوليوز 2016 إلى 17,2 مليار درهم في نهاية يوليوز 2017. وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر يوليوز 2017، أن هذا التطور يعزى، أساسا، إلى ارتفاع المداخيل العادية بـ 5,3 في المائة لتستقر في 129,5 مليار درهم خلال شهر يوليوز، ونمو بنسبة 5,5 في المائة في نفقات الميزانية العامة لتصل إلى 185,8 مليار درهم. وأوضحت النشرة أن ارتفاع المداخيل العادية يرجع بالأساس إلى ارتفاع الضرائب المباشرة بنسبة 10,5 في المائة، والضرائب غير المباشرة بنسبة 5,9 في المائة، وحقوق التسجيل والتتبر بنسبة 2,5 في المائة، متظافرة مع انخفاض الرسوم الجمركية بنسبة 11,7 في المائة. وأشارت النشرة إلى أن تطور بنية نفقات الميزانية العامة، ما بين نهاية يوليوز 2016 ونهاية يوليوز 2017، تظهر انخفاضا في حصة نفقات رواتب المستخدمين بـ 39,7 في المائة، إضافة إلى انخفاض بنسبة 21,9 في المائة، و21,5 في المائة و11,4 في المائة على التوالي في نفقات الاستثمار والمعدات وفوائد الدين.

6 ، 2



ارتفاع مداخيل الضريبة على الشركات بأزيد من 18 في المائة

ترجع عجز الميزانية إلى 17.2 مليار درهم

عماد ع

وأشارت النشرة إلى أن تطور بنية نفقات الميزانية العامة، ما بين نهاية يوليوز 2016 ونهاية يوليوز 2017، تظهر انخفاضا في حصة نفقات الميزانية المستخدمة ب 39.7 في المائة، إضافة إلى انخفاض بنسبة 21.9 في المائة و 21.5 في المائة و 11.4 في المائة على التوالي في نفقات الاستثمار والمعدات وفوائد الدين، علاوة على ارتفاع بلغ 5.4 في المائة في سندات المقاصة.

من جهة أخرى، أبرزت الخزينة العامة للمملكة أن مداخيل الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 47.5 مليار درهم مسجلة أن هذه المداخيل تأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من الفحلات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بالنسبة لـ 11.3 مليار درهم وعائدات غيرها 1.9 مليار درهم في إطار هيئات قمعنها دول الخليج.

وفي ما يتعلق بنفقات الحسابات الخاصة للخزينة فقد بلغت 39.9 مليار درهم، منها مبلغ 29.2 مليار درهم يرسم حسابات الاعتمادات الخاصة حسب الخزينة التي أوضحت أن رصيد مجموع الحسابات الخاصة للخزينة ارتفع إلى 7.6 مليار درهم.

وعلى مستوى مداخيل مصالح الدولة التي تدبر بشكل مستقل، فقد انخفضت بنسبة 15.6 في المائة لتبلغ 1.3 مليار درهم، مقابل 1.6 مليار درهم في منم يوليوز 2016. ونضيف النشرة التي أوضحت أن المصاريف بلغت، خلال الأشهر التسعة الأولى من 2017، ما مجموعه 885 مليون درهم مقابل 798 مليون درهم سنة قبل ذلك، أي بارتفاع بنسبة 10.9 في المائة.



في المائة وتحملات الدين العمومي بـ 20.3 في المائة بالإضافة إلى انخفاض نفقات الاستثمار بنسبة 4.3 في المائة. وأضاف المصدر ذاته، أن ارتفاع تحملات الدين المدرج في الميزانية يعزى إلى زيادة بنسبة 40.9 في المائة في سداد الدين الأساسي (31 مليار درهم مقابل 22 مليار درهم) من جهة، وإلى انخفاض بنسبة 4.3 في المائة في الفوائد المترتبة على الدين (17.7 مليار درهم مقابل 18.4 مليار درهم).

وأوضحت النشرة أن ارتفاع المداخيل العابرة يرجع بالأساس إلى ارتفاع الضرائب المباشرة بنسبة 10.5 في المائة والضرائب غير المباشرة بنسبة 5.9 في المائة وحقوق التسجيل والتبخر بنسبة 2.5 في المائة متضادة مع انخفاض الرسوم الجمركية بنسبة 6.2 في المائة والمداخيل غير الرببية بنسبة 11.7 في المائة. وبخصوص نفقات الميزانية العامة، أبرزت النشرة أن تراجعها يعزى إلى ارتفاع كل من نفقات التسجيل بـ 3.

أفادت وزارة الاقتصاد المالية، من خلال التقرير الشهري لمديرية الخزينة، أن عجز الميزانية العمومية بلغ في يوليوز الماضي 17.2 مليار درهم عوض 24 مليار درهم مقارنة مع مستواه في نفس الفترة من العام 2016. وأوضحت مديرية الخزينة العامة التي نشرت آخر إحصائياتها يرسم يوليوز 2017، أن المداخيل العابرة وصلت إلى أزيد من 129 مليار درهم مرتفعة بـ 5.3 في المئة عن مستواها في نفس التاريخ من العام الماضي بينما استقرت النفقات العامة للخزينة عند 120.8 مليار درهم مرتفعة بحوالي 1.9 في المئة مقارنة مع مستواها قبل عام.

وسجلت البيانات الجديدة زيادة في الإيرادات الجمركية بنسبة 3٪ ضمنها الرسوم الجمركية (انقص 6.2٪) وضريبة القيمة المضافة على الواردات (+4.8٪) والضرائب الداخلية على استهلاك منتجات الطاقة (+4.5٪) كما ارتفعت الضريبة الداخلية على استهلاك التبغ (+1.8٪).

وتضمنت الضرائب المحلية بنسبة 9.4٪ ضمنها الضريبة على الشركات (18.8٪)، والضريبة على الدخل (+1.8٪)، وضريبة القيمة المضافة (+10.6٪)، ورسوم التسجيل والتبخر (+2.5٪) وعائل التأخير (+4.6٪) وارتفعت مداخيل ضريبة القيمة المضافة الداخلية بنسبة 10.6٪ أو 1.11 مليون درهم، مقارنة مع نهاية يوليوز

أكثر من 111 مليار درهم عجز الميزان التجاري خلال سبعة أشهر

ارتفع عجز الميزان التجاري خلال السبعة أشهر الأولى من العام الحالي، من 104 مليار درهم، خلال نفس الفترة من 2016، إلى أكثر من 111 مليار درهم. وتزامن ارتفاع العجز مع الركود الذي سجله الاحتياطي الوطني من العملة الصعبة.

ونتيجة لهذا الارتفاع عن الزيادات في مخصصات الواردات المغربية من الخارج، خاصة المواد الطاقية والمحروقات والمنتجات الاستهلاكية المصنعة في الخارج، بالتوازي مع تراجع صافي الاحتياطيات الدولية من العملة الصعبة بنسبة 15.4 في المائة، بعد أن استقرت في مستوى 204 مليارات درهم مع نهاية شهر يوليوز الماضي مقارنة مع الفترة نفسها من العام الماضي.

وأكد مكتب الصرف أن هذا العجز تفاقم بشكل كبير مع نهاية شهر يوليوز المنصرم، ليبلغ 111.03 مليار درهم مقابل 103.8 مليارات درهم في الفترة نفسها من سنة 2016، في الوقت الذي اتسمت فيه مداخل تحويلات مغاربة العالم بنوع من الركود حيث لم تتجاوز 35.2 مليار درهم ما بين يناير ويوليوز 2017، مقابل 35.1 مليار درهم في الفترة نفسها من العام الماضي.